



Public Safety
Canada

Sécurité publique
Canada

Recherche sur la sensibilisation à la traite des personnes – Groupes de discussion exploratoires auprès de jeunes et de parents autochtones

RAPPORT FINAL

Préparé à l'intention de Sécurité publique Canada

Fournisseur : Environics Research Group
Numéro de contrat : D160-04-1864
Numéro d'enregistrement : POR 032-23
Date du contrat : 14 août 2023
Date du rapport : 20 mars 2024

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport :
ps.communications-communications.sp@canada.ca

This report is also available in English.

Canada

Recherche sur la sensibilisation à la traite des personnes – Groupes de discussion exploratoires auprès de jeunes et de parents autochtones
Rapport final

Préparé à l'intention de Sécurité publique Canada par Environics Research

Mars 2024

Permission de reproduire

La présente publication peut être reproduite à des fins non commerciales seulement. Il faut avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de Sécurité publique Canada. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Sécurité publique Canada à l'adresse : ps.communications-communications.sp@canada.ca

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, 2023.

N° de catalogue : PS4-281/2024F-PDF

ISBN : 978-0-660-69815-1

This publication is also available in English under the title *Human Trafficking Public Awareness Study – Exploratory Focus Groups with Indigenous Youth and Parents*

Table des matières

Résumé du rapport	i
Contexte et objectifs	i
Méthodologie	i
Valeur du contrat	ii
Constatations principales	iii
Énoncé de neutralité politique et coordonnées.....	vi
Constatations détaillées – consultation préalable	1
I. Sensibilisation générale et contexte	1
II. Recommandations pour les séances de discussion.....	1
Constatations détaillées – séances de discussion auprès de jeunes et de parents autochtones	2
I. Sensibilisation à la traite des personnes	2
II. Soutien et ressources	8
III. Confiance dans la police et considérations juridiques	10
IV. Conditionnement et facteurs intersectionnels	12
V. Rappel des campagnes	14
VI. Communiquer avec les jeunes	15
Annexe A : Méthodologie	19
Annexe B : Instruments de la recherche qualitative	22

Résumé du rapport

Contexte et objectifs

Faisant suite à son annonce du budget de 2019 et à l'évaluation officielle du Plan d'action national de lutte contre la traite de personnes, le gouvernement du Canada a présenté une nouvelle *Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes* exposant de façon exhaustive les moyens d'aborder ce problème complexe. La stratégie réunit en un plan stratégique unique l'ensemble des efforts du gouvernement fédéral pour contrer la traite des personnes au Canada et à l'étranger. Elle encadre les activités fédérales menées en vertu des quatre piliers reconnus mondialement, soit la prévention, la protection, les poursuites et les partenariats, en plus d'ajouter un nouveau pilier, l'autonomisation, qui favorise une approche axée sur les victimes. De vastes consultations menées par Sécurité publique Canada ont mis en lumière la nécessité de sensibiliser davantage la population et de mieux faire connaître ce problème afin d'aider les communautés et les intervenants à reconnaître les premiers signes de traite des personnes, à réduire la stigmatisation des victimes et à améliorer les interventions proactives lors d'incidents.

En plus d'évaluer l'efficacité de la campagne de sensibilisation à la traite des personnes et d'en faire le suivi au moyen du sondage en ligne mené en parallèle, l'étude avait les objectifs suivants :

- Évaluer l'efficacité de la campagne actuelle de sensibilisation à la traite des personnes et en faire le suivi, conformément à la Politique sur les communications et l'image de marque du gouvernement du Canada.
- Recueillir des renseignements sur les connaissances, les attitudes et les opinions démontrées par les populations autochtones en ce qui concerne la traite des personnes.

Les résultats des séances exploratoires de discussion en groupe serviront à orienter les messages de la campagne et aideront à élaborer des ressources et des stratégies ciblant les populations autochtones.

Méthodologie

Cette étude qualitative avait précisément pour but d'explorer les attitudes de jeunes et de parents autochtones à l'égard de la traite des personnes. Elle s'est déroulée en deux phases :

Première phase : Environics a mené une consultation préalable auprès d'experts et d'expertes en la matière au sein d'organisations métisses, inuites et des Premières Nations afin de comprendre le contexte de cet enjeu. Sécurité publique Canada et Environics Research ont collaboré aux efforts de recrutement, puis des entrevues ont été réalisées auprès de cadres de l'Association des chefs de police des Premières Nations (ACPPN), des Femmes Michif Otipemisiwak, du Service de Police de la Nation Tsuut'ina et de sa section jeunesse, ainsi que d'une organisation inuite nationale.

Deuxième phase : Après la consultation préalable, Environics Research a mené une série de huit (8) séances virtuelles de discussion en groupe auprès de jeunes autochtones de 16 à 24 ans ainsi que de parents de jeunes autochtones.

- Les groupes ont été formés en fonction du type de communauté (rurale, éloignée ou urbaine), ainsi que de l'identité autochtone (membres des Premières Nations, Métis et Inuits). Sauf dans le cas des groupes inuits, les parents et les jeunes ont été séparés dans deux séances distinctes. Les membres de

communautés métisses ont été représentés de façon égale parmi les groupes en milieu urbain et ceux en région éloignée.

- Les séances de discussion ont notamment abordé les sujets suivants :
 - Sensibilisation générale à la traite des personnes et à ses répercussions sur les jeunes autochtones et leur communauté
 - Ce qui est mis en œuvre dans les communautés autochtones pour lutter contre la traite des personnes
 - Les types de ressources et de mesures de soutien qui pourraient être utiles aux jeunes autochtones
- Les séances se sont déroulées du 10 janvier au 3 mars 2024.

Limites : L'étude qualitative jette un regard sur la diversité des opinions présentes au sein d'une population, plutôt que sur la pondération de ces opinions, ce que mesurerait une étude quantitative. Les résultats d'une recherche de ce type doivent être considérés comme des indications, mais ils ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la population.

De plus amples renseignements sur la méthodologie utilisée pour la recherche se trouvent à l'annexe A du présent rapport.

Valeur du contrat

La valeur de ce contrat s'élève à 259 120,30 \$ (TVH incluse).

Constatations principales

I. Sensibilisation générale

Les jeunes et les parents autochtones sont amplement conscients de la traite des personnes et de ses différentes formes, en particulier l'exploitation sexuelle. Il s'agit pour elles et eux d'un problème d'exploitation troublant et inquiétant qui touche principalement les femmes, mais aussi les gens en général qui se trouvent dans une situation d'insécurité financière ou qui présentent une dépendance, par exemple aux drogues ou à l'alcool.

- Même si la traite des personnes constituait visiblement un problème grave au sein des communautés, cet enjeu demeurerait vague pour une majorité. On avait surtout l'impression que cela ne concernait que les autres, les personnes plus vulnérables, qu'il s'agissait d'un phénomène lointain, et non d'une menace concrète au sein de son cercle immédiat.
- Bien que quelques parents et tuteurs ou tutrices se soient souvenus d'histoires locales, d'autres parents et la majorité des jeunes n'avaient vécu aucune expérience à ce sujet, que ce soit personnellement ou par l'entremise de leurs proches. Les jeunes qui avaient des anecdotes à raconter, qu'ils et elles les aient eux-mêmes vécues ou qu'il s'agisse de l'expérience de proches, ignoraient souvent que ces expériences pouvaient être considérées comme de la traite de personnes.
- Les parents et les tuteurs et tutrices autochtones, contrairement aux jeunes, avaient davantage tendance à considérer les femmes et les filles comme étant particulièrement vulnérables à la traite des personnes, et ont mentionné les téléphones cellulaires comme possibles moyens d'exploitation. Cependant, tant les jeunes que les parents autochtones ont relevé l'insécurité financière, les problèmes de dépendance et les disparités en matière d'éducation comme facteurs contribuant à la vulnérabilité d'une personne.
- Les participants et participantes étaient conscients de certains indicateurs physiques, émotionnels et comportementaux ou de certains signaux d'alarme qui pourraient révéler qu'une personne est victime de traite. Ils savaient toutefois moins bien quoi faire ou comment demander de l'aide de façon efficace.
- Les participants et participantes ont dit croire que les trafiquants peuvent être issus de différentes sphères, allant des étrangers tentant d'infiltrer des familles ou de cibler des enfants aux membres de leur cercle, y compris des membres de la famille ou des connaissances de leurs proches. Comparativement aux jeunes, les parents et les tuteurs et tutrices autochtones avaient davantage tendance à indiquer que les trafiquants potentiels avaient souvent une allure « louche », ce qui les amenait à avertir les jeunes de se tenir loin de tels individus.

II. Soutien et ressources

Les participants et participantes ont souvent affirmé qu'il n'y avait pas suffisamment de ressources accessibles dans leur communauté pour aider les victimes et les survivants de la traite des personnes. Cette opinion est revenue dans l'ensemble des groupes, quelle que soit la taille de la communauté ou l'identité autochtone. Le manque de soutien était encore plus évident lorsqu'on a demandé aux gens comment ils réagiraient s'ils soupçonnaient que quelqu'un avait besoin d'aide.

- Les participants et participantes ont mentionné les écoles, en particulier les enseignants, comme sources de confiance vers lesquelles les membres des communautés autochtones pourraient se tourner pour obtenir de l'aide. Les parents et les tuteurs et tutrices ont aussi souvent été relevés comme réseaux de soutien fiables. En général, la majorité des gens ont souligné l'importance d'une communauté très unie pour discuter de tels enjeux et les prévenir.
- Lorsqu'on a demandé aux participants et participantes ce qui pourrait les empêcher d'intervenir s'ils reconnaissaient des signes qu'une personne est victime de traite, plusieurs obstacles ont été relevés, comme la peur d'aggraver la situation sans le vouloir ou de subir des représailles de la part de ceux qui contrôlent la victime. Parmi les autres obstacles mentionnés, notons la méfiance à l'égard des forces de l'ordre et la crainte de trahir la famille de la victime potentielle. Un autre obstacle mentionné est l'incertitude quant à la question de savoir si la situation constitue réellement de la traite de personnes, ce qui entraîne une hésitation à intervenir et à outrepasser son rôle.

III. Confiance dans la police et considérations juridiques

Il est apparu clairement que, pour plusieurs Autochtones, le manque de confiance envers les forces de l'ordre constituait un obstacle dans le cadre de nombreux enjeux sociaux au sein de leur communauté. Bien que quelques personnes aient été portées à dire qu'il était important de faire confiance à la police, la majorité partageait l'avis contraire. La méfiance était généralement attribuable à des anecdotes inquiétantes entendues à l'échelle locale, nationale ou internationale, à des pratiques de culpabilisation des victimes observées et au souvenir de policiers corrompus qui auraient eux-mêmes été impliqués dans la traite de personnes.

Les participants et participantes connaissaient très peu les protections juridiques (comme les lois et règlements) visant précisément à protéger les victimes de la traite des personnes. Ils se sont toutefois dit convaincus que des conséquences étaient imposées aux trafiquants, même s'ils n'en connaissaient pas les détails.

IV. Conditionnement et facteurs intersectionnels

Lorsqu'il a été question de *conditionnement* dans le contexte de la traite des personnes, les gens étaient visiblement conscients de son rôle dans les relations interpersonnelles. Cette prise de conscience a été soulignée au cours des discussions sur les indicateurs potentiels de traite de personnes, durant lesquelles on a évoqué la présence de personnes contrôlantes ou manipulatrices.

- Au cours des séances auprès des communautés inuites, on a discuté du concept d'un membre de la famille « de confiance », en soulignant que les personnes occupant ce rôle pouvaient abuser de leur position au sein de la famille pour conditionner leurs victimes et les forcer à garder le silence.
- Tous et toutes s'entendaient pour dire que le conditionnement constitue un problème considérable méritant que l'on s'y attarde, et qu'il ne fallait pas l'inclure sous le même chapeau que la traite des personnes. Cette notion est venue souligner l'importance de considérer le conditionnement comme un problème distinct et urgent, et de déployer des ressources et des efforts ciblés dans le but de prévenir et de combattre ses effets préjudiciables sur les communautés autochtones et leurs membres.

- Les participants et participantes ont relevé d'autres enjeux sociaux, économiques ou d'une autre nature qui pourraient accroître le risque de traite des personnes :
 - La **perte des droits des communautés autochtones** et l'absence de politiques adéquates ont donné lieu à des décennies de traumatismes intergénérationnels et de problèmes systémiques touchant les Autochtones de façon disproportionnée.
 - Le **manque de ressources** dans les écoles et les centres communautaires, ainsi qu'au sein des forces de l'ordre et des services sociaux locaux, empêche de protéger les enfants et les autres personnes vulnérables contre les menaces et les prédateurs.
 - Les **prédateurs en ligne** sont de plus en plus répandus en raison de l'utilisation accrue des téléphones cellulaires et des réseaux sociaux en général, ce qui rend les jeunes plus vulnérables.
 - Les **différences culturelles** pourraient expliquer comment les Autochtones peuvent se faire exploiter dans de telles situations. Une participante inuite a expliqué que, dans sa culture, les gens sont moins enclins à dire non afin de paraître plus sympathiques. En outre, les Autochtones qui ont été séparés de leur culture à un jeune âge sont plus susceptibles de se sentir isolés de leur communauté, ce qui fait d'eux des victimes potentielles « idéales » de la traite de personnes. Cette réalité a aussi été mentionnée plus souvent au sein des groupes inuits.

V. Communication avec les jeunes et les parents autochtones au moyen de campagnes de communication

Même si les participants et participantes étaient visiblement conscients de la traite des personnes, le sujet était loin de leurs préoccupations immédiates. Ils convenaient qu'il s'agissait d'un problème grave, mais estimaient qu'il n'avait pas d'incidence directe sur leur entourage.

- Il était évident que, pour communiquer avec les jeunes autochtones et leurs parents, il fallait démystifier le concept de « traite des personnes ». Même s'il illustre l'enjeu au sens large, le terme était compris comme étant lointain et inaccessible, chargé de préjugés qui ne favorisent pas les discussions ouvertes.
- Pour y remédier, les participantes et participants ont suggéré de mobiliser les jeunes autochtones en partageant des histoires auxquelles ils et elles peuvent s'identifier, en présentant des statistiques spécifiques aux communautés et en adoptant des approches interactives, par exemple en les faisant participer, avec leurs parents, à la conception du matériel ou en organisant des séances de discussion dans leur communauté. Il fut en outre recommandé d'intégrer de tels cours dans les programmes scolaires afin de rejoindre les jeunes à chaque étape de leur scolarité.

Énoncé de neutralité politique et coordonnées

Par la présente, je certifie, en tant que cadre supérieur d'Environics, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique, comme elles sont définies dans la Politique sur les communications et l'image de marque et la Directive sur la gestion des communications. Plus particulièrement, les produits livrables ne font aucune mention des intentions de vote électoral, des préférences quant aux partis politiques, des positions des partis ou de l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de son chef.

Derek Leebosh
Vice-président, Affaires publiques
Environics Research Group
derek.leebosh@environics.ca
416 820-1963

Fournisseur : Environics Research Group
Numéro de contrat de TPSGC : D160-04-1864
Date du contrat initial : 14 août 2023
Pour de plus amples renseignements, veuillez écrire à ps.communications-communications.sp@canada.ca

Constatations détaillées – consultation préalable

I. Sensibilisation générale et contexte

Les constatations tirées des cinq entrevues de consultation préalable visaient à approfondir notre compréhension du niveau de sensibilisation à la traite des personnes, précisément au sein des communautés autochtones. Ces entrevues ont donné le ton et fourni des recommandations pertinentes pour les séances de discussion qui ont suivi auprès de jeunes et de parents autochtones.

Nous nous sommes entretenus avec des responsables locaux des forces de l'ordre, notamment un chef de police de l'Association des chefs de police des Premières Nations (ACPPN) et des membres du service de police de la Nation Tsuut'ina, ainsi que des gestionnaires d'organisations de femmes autochtones, dont Les Femmes Michif Otipemisiwak une autre d'une organisation nationale inuite. Nous avons aussi discuté avec des dirigeants du groupe jeunesse du service de police de la Nation Tsuut'ina.

Pour expliquer le contexte, les personnes interviewées ont mis en lumière les caractéristiques régionales distinctes qui influencent le déroulement de la traite des personnes dans les différentes communautés. Par exemple, dans le cas des communautés éloignées voisines de centres urbains, on peut observer une dynamique où les résidents des régions éloignées migrent vers les villes, tandis que des personnes provenant des zones urbaines infiltrent les communautés plus petites pour le recrutement. Quelques experts et expertes en la matière ont souligné la méfiance généralisée à l'égard des forces de l'ordre, ce qui constitue un obstacle majeur pour les victimes et les survivants qui cherchent du soutien. Cependant, tous et toutes se sont entendus pour dire que les services de police locaux doivent mettre en place des stratégies de communication efficaces afin d'instaurer une relation de confiance avec les victimes potentielles, notamment en respectant la culture.

Pour cerner les lacunes en matière d'information concernant la traite des personnes, on a demandé aux experts et expertes en la matière quel était le niveau de sensibilisation des jeunes et des parents au sein de leur communauté respective ou des communautés où ils travaillent. Certains ont relevé que le manque de renseignements cruciaux persiste depuis plusieurs générations en raison de failles dans les programmes scolaires et de l'inefficacité des programmes sociaux ciblant ces enjeux. Ces lacunes perpétuent des cycles de traumatismes et de malentendus. La notion de conservation de soi s'est imbriquée dans ce tableau, avec la réticence des victimes à divulguer leurs expériences de traite par crainte de faire souffrir leurs proches. Parmi les autres lacunes mentionnées, notons le manque de connaissances de la dynamique entre les prédateurs et leurs victimes, de sorte que les gens pourraient faire les frais de tactiques de conditionnement sans le savoir. On a en outre relevé un important manque de compréhension des méthodes de recrutement des gangs.

II. Recommandations pour les séances de discussion

Les experts et expertes ayant pris part à la consultation préalable ont souligné l'importance d'aborder les interactions avec les jeunes et les parents autochtones avec humilité, et de systématiquement reconnaître le temps, l'espace et l'énergie offerts par les participants tout en exprimant sa reconnaissance. Pour y parvenir, il faut reconnaître le problème à l'étude, tout en veillant à ce que les participants et participantes aient le sentiment de détenir la solution.

Au cours des entrevues, le concept d'interdépendance, ou l'idée que tout dans l'univers est lié, a été souvent mis en évidence. Pour illustrer cette vision holistique du monde, il a été suggéré de prévoir un moment pour discuter des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées, puisque les participants et participantes

comprendront notamment l'enjeu à l'étude dans ce contexte. Il a aussi été recommandé de formuler les questions dans une perspective de prévention et de sécurité plutôt que d'instiller la peur et de mettre l'accent sur les conséquences. Pour ce faire, le matériel de communication doit viser à protéger les membres de la communauté plutôt qu'à leur faire peur.

Constatations détaillées – séances de discussion auprès de jeunes et de parents autochtones

I. Sensibilisation à la traite des personnes

Sensibilisation générale

Pour commencer chaque séance, les participants et participantes devaient définir ce que signifie pour eux le concept de « traite des personnes ». En général, les gens comprenaient qu'il s'agissait d'un traitement d'exploitation triste et effrayant. Pour approfondir les points de vue, on leur a demandé de nommer des formes courantes de traite de personnes dont ils avaient entendu parler. Les exemples concernaient principalement l'exploitation sexuelle, où un exploiteur force une personne à fournir des services sexuels en vue d'en tirer un avantage financier. On a aussi mentionné le mouvement illégal de personnes, que ce soit pour les exploiter sexuellement ou en leur promettant la sécurité d'emploi. Au sein des groupes inuits, les participants et participantes ont souligné l'implication de membres de la famille dans les cas de traite d'enfants.

« Exploiter les gens ou se servir d'eux pour gagner de l'argent d'une certaine manière ou obtenir autre chose. » – Jeune, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

« Les trafiquants ciblent les filles qui doivent de l'argent et les obligent à faire certaines choses pour "rembourser" leur dette. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe inuit, région éloignée

« La traite des personnes est un problème systémique. » – Jeune, groupe des Premières Nations, milieu urbain

« La plupart du temps, les trafiquants donnent de fausses impressions en promettant [aux victimes] un avenir meilleur, alors qu'ils font plutôt le contraire en les exploitant. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, milieu urbain

« Le mouvement illégal de personnes d'un endroit à l'autre. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

« Lorsque j'entends parler de traite de personnes, je pense d'abord aux jeunes adolescentes. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

Tandis que le guide de discussion explorait plus en détail des exemples courants d'exploitation sexuelle, les participants et participantes étaient surtout au courant des situations impliquant des prédateurs externes, ou encore des membres de la famille qui profitent des problèmes financiers ou de dépendance d'un proche. Au sein des communautés inuites, les gens ont plus souvent mentionné des cas d'enlèvement et de travail forcé comme formes de traite de personnes, en particulier des expériences où l'on retirait une personne autochtone de sa communauté pour l'introduire dans un milieu où elle n'avait aucun lien familial ou culturel. Les formes d'exploitation sexuelle suivantes ont été abordées au cours des séances :

- Exploitation liée à la famille

« Se faire enlever par un membre de sa famille. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

« Les parents à faible revenu se font duper. Le trafiquant leur dit qu'il donnera à leur enfant une meilleure éducation ou une meilleure vie, mais il force ces personnes à se prostituer ou à faire le trafic de stupéfiants. » – Jeune, groupe des Premières Nations, région éloignée

« Souvent, la traite des personnes peut survenir dans les familles sans que l'on s'en rende compte. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe inuit, région éloignée

« J'ai entendu parler de pères qui prostituaient leurs filles. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

« N'importe quel membre de la famille peut le faire : des cousins, même des tantes. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

« Cela revient au conditionnement, lorsque quelque chose se produit, et qu'une femme ne sait pas comment dire non. Cela devient plus habituel. Il y a certainement eu des histoires d'exploitation sexuelle liée à la famille dans mon petit village. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe inuit, milieu urbain

« Ce que je trouve étrange de la culture occidentale, c'est que l'on enseigne aux jeunes à ne pas parler aux inconnus, alors que ce sont surtout les membres de la famille qui s'adonnent à la traite des personnes. Il est facile de se faire prendre au piège, parce que les enfants veulent plaire à leur famille. C'est une triste réalité, et les gens en profitent. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe inuit, milieu urbain

- Exploitation organisée ou encouragée par des gangs

« Cette forme d'exploitation s'est insinuée à [nom de la communauté]. Je vois des hommes qui ne viennent pas du Nord. Ils suivent les jeunes filles et les femmes en ville et sur l'autoroute. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

« Ils vous recrutent sous prétexte de vous aider à trouver un emploi ou de vous payer un voyage, et vous vous retrouvez à faire des choses que vous n'avez pas envie de faire. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

« J'ai entendu parler de deux femmes qui accostaient des filles à la piscine pour leur offrir de les reconduire. Ces femmes travaillaient peut-être pour quelqu'un d'autre. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

- Exploitation fondée sur la dépendance

« Des gens qui exploitent des personnes déjà dépendantes. » – Jeune, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

« Les gens se retrouvent dans des positions de vulnérabilité, comme des situations de traite de personnes ou d'itinérance, en raison de problèmes de dépendance. » – Jeune, groupe des Premières Nations, région éloignée

« L'exploitation fondée sur la dépendance semble un moyen facile de s'assurer que les victimes ne partent pas et d'en recruter d'autres. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

- Exploitation fondée sur l'économie

« La promesse d'un revenu stable ou d'un emploi. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

« J'associe cette forme en grande partie aux pays du tiers-monde, où les gens en exploitent d'autres qui sont plus démunis sur le plan économique. » – Jeune, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

Dans tous les groupes, on a rarement mentionné des exemples d'exploitation organisée ou encouragée par des gangs. Lorsqu'ils ont été questionnés plus précisément à ce sujet, quelques participants et participantes se sont vaguement souvenus d'une personne qui éveillait des soupçons, sans toutefois avoir concrètement connaissance d'activités de recrutement par des gangs. Les parents et les tuteurs et tutrices autochtones étaient plus susceptibles de se remémorer des histoires entendues au fil des ans qui pourraient être considérées comme du recrutement par des gangs.

Même si la traite de personnes constituait visiblement un problème grave au sein des communautés, cet enjeu était largement ambigu. On avait surtout l'impression que cela ne concernait que les autres, les personnes plus vulnérables, qu'il s'agissait d'un phénomène lointain, et non d'une menace concrète au sein de son cercle immédiat.

Perceptions de la vulnérabilité – individus

Pour mieux comprendre les perceptions actuelles des jeunes et des parents autochtones, on a demandé aux participants et participantes de décrire ce qui pourrait rendre **une personne** de leur communauté plus vulnérable à la traite de personnes. Les caractéristiques suivantes étaient parmi les plus souvent mentionnées :

- Une personne qui vit dans la précarité financière, par exemple parce qu'elle est issue d'une famille démunie sur le plan économique, ou encore qui cherche du travail à l'extérieur de sa petite communauté.

« Les difficultés financières peuvent mener les gens à chercher de meilleures occasions. C'est alors qu'intervient l'exploitation organisationnelle. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

« Les gens qui vivent dans la pauvreté pourraient saisir des occasions où on leur promet de l'argent. Ils ont l'impression de ne pas avoir le choix. » – Jeune, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

- Une personne ayant des problèmes de dépendance.

« Les jeunes enfants, à mon avis, sont les plus vulnérables, surtout lorsque leurs parents souffrent de dépendance. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe inuit, milieu urbain

« La dépendance, l'itinérance et la dynamique familiale, surtout lorsque des membres de la famille sont toxicomanes. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

- Une personne qui manque d'éducation précise à ce sujet et qui n'est peut-être pas consciente qu'elle est exploitée.

« Une personne qui éprouve un faux sentiment de sécurité, qui ne comprend peut-être pas ce qui arrive. » – Jeune, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

« Le manque de connaissances et de ressources autour de soi. Le manque d'appartenance à sa communauté ou à sa famille. Ne pas comprendre ses propres traumatismes. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe inuit, milieu urbain

- Le genre, surtout pour les femmes autochtones, qui présentent un risque accru en raison de la fétichisation de leur identité. Les parents ainsi que les tuteurs et tutrices de jeunes autochtones étaient plus susceptibles de considérer les femmes et les filles comme étant les plus vulnérables à la traite de personnes.

« Les femmes sont plus vulnérables, mais cela ne m'étonnerait pas que les trafiquants ciblent également les jeunes garçons. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

- Les jeunes qui utilisent beaucoup leur téléphone cellulaire et les réseaux sociaux pourraient être plus vulnérables à l'exploitation par des prédateurs en ligne. Ce facteur a été mentionné par les parents ainsi que les tuteurs et tutrices, et non par les jeunes autochtones mêmes.

« L'ère du numérique donne lieu à plus d'exploitation en ligne. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

« J'ai vu des trucs louches sur l'appareil de mon enfant. Il y a tout à coup un homme qui tente de lui parler. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

« Je m'inquiète de l'incidence de l'intelligence artificielle à ce sujet. Les gens parviennent à imiter l'apparence ou la voix d'une personne de confiance. » – Jeune, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

« Toutes les applications de médias sociaux sont dangereuses pour les enfants. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

- Les enfants de personnes ayant une déficience intellectuelle, qui n'ont peut-être pas reçu les ressources émotionnelles et intellectuelles nécessaires pour écarter les prédateurs.

« Lorsqu'une personne ayant une déficience intellectuelle a des enfants. Ceux-ci sont déjà traumatisés par la déficience de leur mère ou de leur père. Ils ont déjà l'impression de ne pas être à leur place, et cela peut les mener à chercher de l'attention. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe inuit, milieu urbain

Perceptions de la vulnérabilité – communauté

Il y avait en parallèle l'idée que certaines **communautés** pourraient être plus vulnérables que d'autres à la traite des personnes. Après avoir réfléchi à ce qui pourrait rendre une communauté plus vulnérable à ces types de problèmes, les participants et participantes ont relevé les caractéristiques suivantes :

- Les grandes villes densément peuplées, où les gens sont plus anonymes et moins liés entre eux sur les plans culturel et spirituel.

« Les grandes villes où personne ne se connaît. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

- Les régions éloignées, où il y a peu de perspectives d'emploi et où les établissements sociaux et médicaux sont moins nombreux.

« Les petites communautés, comme les communautés transitoires, où l'on retrouve plusieurs grandes autoroutes et où il est plus facile pour les trafiquants de se fondre; plusieurs personnes de passage traversent ces communautés et s'y arrêtent. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

« Il n'y a pas beaucoup de perspectives d'emploi au Nunavut. Une offre d'emploi pourrait attirer les gens dans les griffes de trafiquants. » – Jeune, groupe inuit, région éloignée

- Les communautés où le crime organisé est ouvertement présent.

« Les communautés où l'on retrouve des gangs. » – Jeune, groupe des Premières Nations, région éloignée

« Les Hells Angels contrôlent la drogue au Nunatsiavut. » – Jeune, groupe inuit, région éloignée

Dans tous les groupes, il était évident qu'une communauté très unie constituait le moyen idéal de protéger les personnes vulnérables contre la traite. Pour assurer cette proximité, selon les participants et participantes, il faut maintenir les liens culturels, se sentir en sécurité et se soutenir les uns les autres. Les communautés plus sûres ont aussi été décrites comme celles où les gens se montrent respectueux et reconnaissants à l'égard de la culture autochtone, ce qui empêche les membres des communautés de se faire exploiter.

« Dans une petite communauté, j'ai l'impression que tout le monde serait au courant s'il y avait de la traite de personnes. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

« Les communautés où l'on juge négativement les Autochtones verront une hausse des problèmes comme la traite de personnes. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe inuit, région éloignée

Indicateurs et signaux d'alarme – victimes de traite de personnes

Lorsqu'on leur a demandé de réfléchir aux possibles signes ou comportements qui pourraient suggérer qu'une personne est victime de traite, les participants et participantes ont trouvé plusieurs indicateurs sur les plans émotionnel, physique et comportemental. Les réponses fournies étaient semblables dans les groupes de jeunes

et ceux de parents. Les jeunes étaient toutefois plus susceptibles de mentionner des comportements discrets, qui seraient plus faciles à déceler pour une personne de la même catégorie d'âge social.

- **Signes émotionnels** : une personne isolée socialement, extrêmement réservée ou secrète ou encore qui souffre d'instabilité émotionnelle.

« Quelqu'un qui vous fait constamment faux bond. » – Jeune, groupe inuit, milieu urbain

« Une personne parano ou à cran. » – Jeune, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

- **Signes physiques** : des ecchymoses ou des cicatrices; une personne qui porte des chandails à manches longues pour cacher ces cicatrices; le fait pour quelqu'un d'avoir soudainement de « belles » choses, comme des vêtements de marque ou un nouveau téléphone.

« Une personne mal nourrie. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

« Une personne qui se néglige sur le plan physique. » – Jeune, groupe des Premières Nations, région éloignée

- **Signes comportementaux** : une personne qui n'est jamais disponible pour vous, mais qui fréquente plutôt des gens dont vous n'avez jamais entendu parler; des publications inhabituelles sur Facebook ou un accès limité aux réseaux sociaux; le manque d'aptitudes sociales; l'incapacité à regarder quelqu'un droit dans les yeux.

« Se mettre soudainement à publier des choses étranges sur Facebook. » – Jeune, groupe inuit, milieu urbain

« Couper les ponts. » – Jeune, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

« Toujours avoir à demander la permission, à vérifier, à faire certaines choses qu'une personne normale n'a pas à faire. Comme si quelqu'un d'autre décidait à sa place. » – Jeune, groupe inuit, milieu urbain

« À Winnipeg, vous voyez un homme qui dîne au restaurant avec une jeune fille autochtone. Vous croyez d'abord qu'il s'agit d'un père et de sa fille, mais, selon leur langage corporel, vous vous rendez compte que ce n'est pas le cas. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe inuit, milieu urbain

« Une personne qui possède soudainement de belles choses, qui fait l'acquisition d'objets chers, et vous ignorez où elle a obtenu tout cet argent. » – Jeune, groupe inuit, région éloignée

« Vous vous rendez compte que certains sujets troublent une personne, lorsque vous lui parlez de sexualité ou de violence. Une victime potentielle pourrait se sentir mal à l'aise lorsque vous discutez de sexualité. » – Jeune, groupe des Premières Nations, région éloignée

Indicateurs et signaux d'alarme – auteurs de traite de personnes

Invités à réfléchir aux possibles signes ou aux comportements qui pourraient révéler un **auteur** de la traite de personne, les participants et participantes ont relevé les caractéristiques suivantes :

- Une personne socialement manipulatrice et narcissique qui est difficile à repérer.

« Être étrangement gentil. » – Jeune, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

- Une personne visiblement louche, facile à repérer.

« Quelqu'un qui rôde. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

- Une personne dont on nous dit de nous tenir loin.

« Le risque est faible, puisque les gens les surveillent, mais c'est inquiétant. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

Les participants et participantes ont dit croire que les trafiquants peuvent être issus de différentes sphères, allant des étrangers tentant d'infiltrer des familles ou de cibler des enfants aux membres de leur cercle, y compris des membres de la famille ou des connaissances de leurs proches. Comparativement aux jeunes, les parents et les tuteurs et tutrices autochtones avaient davantage tendance à indiquer que les trafiquants potentiels avaient souvent une allure « louche », ce qui les amenait à avertir les jeunes de se tenir loin de tels individus.

II. Soutien et ressources

Lorsqu'on leur a demandé de décrire ce qu'ils feraient s'ils reconnaissaient les signes qu'une personne pourrait être victime de traite, les participants et participantes étaient nombreux à se montrer hésitants. Plusieurs ont indiqué qu'ils préféreraient attendre d'être absolument certains qu'il s'agit bien de traite de personnes avant d'intervenir. Pour éclaircir les choses, ils s'adresseraient directement à la personne présumément exploitée et lui poseraient subtilement des questions afin de mieux comprendre la situation. S'ils étaient convaincus que la personne en question est victime de traite de personnes, plusieurs iraient voir un membre de la famille ou le réseau de soutien de la victime pour les aider à intervenir. D'autres ont mentionné qu'ils feraient appel aux forces de l'ordre ou qu'ils utiliseraient la ligne d'assistance nationale pour obtenir des conseils.

« J'essaierais de me tourner vers ses amis ou sa famille, pour que la personne puisse avoir un réseau de soutien. En gros, j'organiserais une intervention plutôt que de la réprimander. » – Jeune, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

« J'appellerais la ligne d'urgence locale contre la traite des personnes ou le service de police local. » – Jeune, groupe inuit, région éloignée

*« J'en parlerais d'abord à ma famille pour voir si quelqu'un a des suggestions. Je n'appellerais pas immédiatement la police. »
– Jeune, groupe des Premières Nations, milieu urbain*

Obstacles empêchant de demander de l'aide

Compte tenu de l'hésitation généralisée, on a demandé aux participants et participantes ce qui les empêcherait de demander de l'aide. Les thèmes suivants se sont dégagés dans tous les groupes.

- **La crainte de s'attirer des ennuis ou d'en causer à la victime** : Les gens craignaient d'aggraver par mégarde la situation en venant en aide à une victime potentielle de traite de personnes. Sachant que la personne était probablement contrôlée et manipulée par quelqu'un, on redoutait qu'intervenir ne lui cause plus

d'ennuis au lieu de l'aider. Certains participants et participantes craignaient aussi de se retrouver eux-mêmes dans une situation effrayante en allant trop loin.

*« Il faut analyser la situation avant de s'en mêler. Vous pourriez vous faire tuer pour avoir aidé quelqu'un. »
– Parent ou tuteur/tutrice, groupe métis, milieu urbain/région éloignée*

« Si la situation est très délicate et complexe, on ne devrait pas s'en mêler, parce qu'on s'expose alors à des risques. » – Jeune, groupe des Premières Nations, région éloignée

- **La méfiance envers la police** : La méfiance ressentie envers les forces de l'ordre complique le processus lorsqu'il est question de choisir comment aider une victime potentielle de traite de personnes. Le manque de confiance envers la police vient s'immiscer entre le désir d'aider et la crainte que les autorités ne gèrent pas la situation adéquatement ou en tenant compte des différences culturelles.

*« Dans une petite communauté, il est difficile de savoir à qui l'on peut vraiment faire confiance et quels comportements ne sont pas appropriés. »
– Jeune, groupe inuit, région éloignée*

« Il y a un manque de confiance envers la police. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

« Il y a chez les enfants de la communauté une grande méfiance à l'égard de ces services. » – Jeune, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

« Les autorités ont mauvaise réputation pour ce qui est de protéger les victimes et pourraient aggraver la situation en tardant à intervenir. » – Jeune, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

- **L'impression de trahir la famille** : Les gens craignaient que de chercher à aider une victime potentielle attire une attention indésirable sur une famille en difficulté, ou ébruite une situation que l'on souhaite garder secrète. Dans l'ensemble, on a observé une réticence à intervenir dans ce qui était perçu comme une situation délicate et complexe, et on craignait d'outrepasser son rôle.

« Si je suis à l'aise de le faire et que je n'ai pas l'impression de m'immiscer dans sa vie privée, j'irais voir des membres de la famille pour les informer de la situation, si je les connais bien. » – Jeune, groupe inuit, région éloignée

« Chercher de l'aide constitue un dilemme moral. Cela pourrait être perçu comme une trahison envers la communauté ou la famille. Les gens doivent être disposés à ce qu'on les retire d'une situation. » – Jeune, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

Dans l'ensemble, il était évident tant pour l'équipe de modération que pour les participants et participantes qu'il n'y avait pas de soutien adéquat. L'hésitation à intervenir dans ce type de situation était révélatrice, tout comme le constat que de nombreux membres des communautés autochtones ne sauraient pas à qui faire confiance ou vers qui se tourner pour obtenir de l'aide.

« Les gens ne font pas vraiment confiance aux réseaux de soutien sur les campus, parce que ceux-ci n'ont pas suffisamment d'information sur les causes. On m'a dit que la personne au bout du fil n'offre pas de ressources exhaustives. » – Jeune, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

« J'ai entendu parler de certains réseaux de soutien, mais je ne me souviens pas des noms. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

« Dans les petites communautés, plusieurs personnes cherchent de l'aide, mais elles doivent se tourner vers leurs amis et leur famille. » – Jeune, groupe inuit, région éloignée

« Les gens ne connaissent pas ces services. » – Jeune, groupe des Premières Nations, région éloignée

Lorsqu'on a demandé aux participants et participantes à qui, dans leur communauté, ils confieraient des questions aussi délicates, plusieurs ont mentionné l'école ou des enseignants. D'autres feraient davantage confiance à des membres de leur famille, tandis qu'une ou deux personnes ont relevé une société des femmes. Dans l'ensemble, on a reconnu qu'il était essentiel, pour le bien des membres de la communauté, de rendre accessibles des renseignements exacts et des ressources pertinentes.

« Des membres de la famille et des proches. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

« Un enseignant que vous connaissez depuis longtemps ou un conseiller à l'école. » – Jeune, groupe inuit, région éloignée

« Vous pouvez vous tourner vers une société des femmes pour obtenir de l'aide. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

III. Confiance dans la police et considérations juridiques

Connaissance des aspects juridiques

Un grand nombre de participants et participantes sont peu familiarisés des protections juridiques, telles que les lois et les règlements, conçues pour protéger les victimes de la traite des personnes. Ils se sont toutefois dit convaincus que des conséquences étaient imposées aux trafiquants, même s'ils n'en connaissaient pas les détails. Les gens se sont toutefois montrés moins optimistes quant à l'existence d'un système judiciaire visant à protéger les victimes contre les situations d'exploitation.

« Si cette séance de discussion a lieu, ce doit être parce qu'il existe des lois et des sanctions. » – Jeune, groupe des Premières Nations, région éloignée

« Il doit bien y avoir une loi pour arrêter les recruteurs? » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe inuit, région éloignée

« Non, parce que les lois sont généralement mal informées et ne règlent pas les problèmes pour lesquels elles ont été instaurées. Je le constate constamment. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

« Non » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

« J'imagine que oui. » – Jeune, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

Les connaissances limitées des participants et participantes quant aux questions judiciaires expliquent pourquoi certains hésitent à offrir leur aide ou leur soutien à des victimes potentielles, surtout compte tenu du manque de compréhension des possibles mesures de protection prévues par la loi.

Confiance dans la police

Il est apparu rapidement que le manque de confiance envers les forces de l'ordre constituait un obstacle général dans le cadre de nombreux enjeux sociaux au sein des communautés, y compris la traite des personnes. Bien que quelques personnes aient été portées à dire qu'il est important de faire confiance à la police, la majorité partageait l'avis contraire. Voici certaines des raisons invoquées pour expliquer le manque de confiance envers la police dans ces types de situations :

- Des anecdotes illustrant la façon dont la police a mal géré certaines situations concernant des minorités, que ce soit dans la communauté, ou à encore à l'échelle nationale ou internationale.

« J'ai fait affaire avec certains policiers qui prenaient les cas qui leur étaient présentés au sérieux, alors que d'autres ne le faisaient pas. »

– Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

« Nous avons tous vu des vidéos de personnes que nous connaissons qui sont traitées avec une force excessive. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

- L'observation de pratiques de culpabilisation des victimes, où l'on aborde une personne vulnérable ou on lui parle avec un manque de sensibilité et d'empathie.

« Les preuves ont toujours une incidence sur le dénouement. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

- Le rappel de cas de corruption policière liée à la traite de personnes, soit dans les actualités ou provenant d'anecdotes partagées.

« [Identifiant personnel caviardé] voyait constamment cet agent de la GRC se balader en voiture avec des filles autochtones. Certaines ont disparu sur cette route, et on ne les a toujours pas retrouvées. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

« Les policiers abusent parfois de leur pouvoir et peuvent devenir le problème. Ils peuvent avoir un grand nombre de relations dans les communautés et faire disparaître des choses. Il y a tellement de corruption. »

– Jeune, groupe inuit, région éloignée

« Les services de police sont pratiquement comme une fraternité. Ils se protègent les uns les autres. »

– Parent ou tuteur/tutrice, groupe inuit, région éloignée

- Un manque d'efforts de la part des policiers en matière de participation communautaire et de savoir-faire culturel.

« Les policiers doivent développer des relations avec les organismes communautaires. Ils doivent visiter les équipes sportives, les salles de classe, les assemblées générales et les événements communautaires pour établir des liens avec les Autochtones. » – Jeune, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

« Les services de police nous envoient des recrues pour les former et les exposer à des situations extrêmes, mais elles ne connaissent pas les différences culturelles. » – Jeune, groupe inuit, région éloignée

Les quelques personnes qui ont manifesté une certaine confiance envers les forces de l'ordre ont le plus souvent mentionné des policiers qui sont aussi autochtones, et qui connaissent et comprennent la communauté.

« Les dirigeants des services de police ne confient pas les tâches importantes aux policiers inuits. » – Jeune, groupe inuit, région éloignée

« Pourvu que la police respecte la culture du village, de la ville et de la communauté. » – Jeune, groupe des Premières Nations, milieu urbain

Quelques participants et participantes ont émis l'hypothèse que le manque de confiance entre la communauté et la police pouvait faire en sorte que les gens ne dénoncent pas les situations qui devraient être signalées. On a avancé la nécessité de mieux former les policiers pour que ceux-ci tiennent compte des différences culturelles et de leur fournir les bons outils pour aider les victimes de façon à ce qu'elles se sentent protégées et en sécurité.

« Dans cette communauté, les gens ont tendance à s'occuper de ce qui les regarde. La police fait son travail, mais je ne crois pas que la communauté signalerait de tels cas. » – Jeune, groupe des Premières Nations, région éloignée

IV. Conditionnement et facteurs intersectionnels

En nous appuyant sur ce que nous avons appris durant la consultation préalable, nous avons intégré la notion d'interdépendance aux séances de discussion. Nous avons lancé la discussion en invitant les participants et participantes à relever d'autres enjeux sociaux, économiques ou d'une autre nature qui pourraient accroître le risque de traite de personnes. Nous nous sommes d'abord intéressés au **conditionnement**, cherchant à évaluer si les gens connaissaient ce concept et son possible lien avec la traite des personnes. Nous avons ensuite procédé à un remue-méninges de plusieurs minutes sur les facteurs interreliés au sein de leur communauté.

Conditionnement

Comme certains participants et participantes avaient déjà soulevé la possibilité que les auteurs de traite de personnes soient connus des victimes, il est devenu évident qu'ils étaient conscients de la possibilité que la traite de personnes se manifeste dans les relations interpersonnelles. Cette prise de conscience générale a été mise en évidence au cours des discussions sur les indicateurs potentiels de traite de personnes, durant lesquelles on a évoqué la présence de personnes contrôlantes ou manipulatrices. Plusieurs personnes se sont remémorées des moments de leur vie qui pourraient être considérés comme du conditionnement. Au cours des séances auprès des communautés inuites, on a discuté du concept d'un membre de la famille « de confiance », en soulignant que les personnes occupant ce rôle pouvaient abuser de leur position au sein de la famille pour conditionner leurs victimes et les forcer à garder le silence. Les gens ont en outre relevé que certaines caractéristiques culturelles pourraient les rendre plus vulnérables au conditionnement.

« Les manipulateurs éloignent la victime de ses amis. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

« Chez les peuples inuits, nous avons comme trait commun de ne pas dire “non” (pour ne pas blesser les autres); il peut donc être plus difficile pour nous de savoir quand dire “non”. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe inuit, région éloignée

« Le conditionnement consiste à s’intéresser à des enfants et à des jeunes, et à tenter de tisser des liens avec eux. C’est étrange. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

« Lorsqu’une personne tente de placer un enfant ou une personne vulnérable dans une situation où ils sont seuls. Cela se produit en présence d’une relation d’influence, comme dans les sports ou à l’église. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

Tous et toutes s’entendaient pour dire que le conditionnement constitue un problème majeur méritant que l’on s’y attarde, et qu’il ne fallait pas l’inclure sous le même chapeau que la traite des personnes. Cette notion est venue souligner l’importance de considérer le conditionnement comme un problème distinct et urgent nécessitant des ressources et des efforts ciblés dans le but de prévenir et de combattre ses répercussions sur les communautés autochtones et leurs membres.

Autres facteurs interreliés

Lorsqu’on a demandé aux participants et participantes quels autres facteurs pourraient accroître la vulnérabilité d’une personne ou d’une communauté à la traite de personnes, les idées suivantes ont été avancées :

- La **perte des droits des communautés autochtones** et l’absence de politiques adéquates ont donné lieu à des décennies de traumatismes intergénérationnels et de problèmes systémiques touchant les Autochtones de façon disproportionnée.

« Les communautés autochtones ont tellement de traumatismes intergénérationnels qui les rendent vulnérables à la traite de personnes. Lorsqu’une personne vous accorde une attention positive, vous êtes plus susceptible d’être pris pour cible. »

– Parent ou tuteur/tutrice, groupe inuit, région éloignée

« D’où je viens, mon [caviardé] travaille auprès d’enfants autochtones, et la moitié d’entre eux ne vivent pas avec leurs parents biologiques. Cela les rend beaucoup plus vulnérables à la traite de personnes. » – Jeune, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

- Le **manque de ressources** dans les écoles et les centres communautaires, ainsi qu’au sein des forces de l’ordre et des services sociaux locaux, empêche de protéger les enfants et les autres personnes vulnérables contre les menaces et les prédateurs.

« Dans les petites communautés, il n’y a pas de psychiatres ou d’infirmières en santé mentale. Les gens qui cherchent du soutien en santé mentale doivent se rendre dans d’autres communautés. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe inuit, région éloignée

« Les policiers agissent comme travailleurs sociaux, alors que nous avons vraiment besoin de plus de travailleurs sociaux. » – Jeune, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

- Les **prédateurs en ligne** sont de plus en plus répandus en raison de l'utilisation accrue des téléphones cellulaires et des réseaux sociaux, ce qui rend les jeunes plus vulnérables.

« L'intelligence artificielle. Les enfants s'en servent pour créer des images de personnes nues, surtout de filles qu'ils connaissent. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

« Il faut surveiller les applications de médias sociaux. C'est une vraie jungle. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

« Il y a tellement d'applications qui dissimulent des choses, comme Snapchat. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

- Les **différences culturelles** pourraient expliquer comment les Autochtones peuvent se faire exploiter. Une participante inuite a expliqué que, dans sa culture, les gens sont moins enclins à dire non afin de paraître plus sympathiques.

« Il y a tellement de traumatismes dans notre culture. C'est profondément ancré en nous. Lors de premiers contacts avec un homme blanc, on ne penserait jamais qu'il s'agit d'un trafiquant. On se dit qu'il est blessé, ou que quelque chose a dû très mal tourner dans le passé, autrement il ne ferait pas de mal aux autres. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe inuit, milieu urbain

« Les réseaux de soutien accessibles ne comprennent pas notre peuple. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe inuit, milieu urbain

- Les Autochtones qui ont été **séparés de leur culture** à un jeune âge sont plus susceptibles de se sentir isolés de leur communauté, ce qui fait d'eux des victimes potentielles « idéales » de la traite de personnes. Cette réalité a été mentionnée plus souvent au sein des groupes inuits.

« Combien de foyers de groupe à Ottawa sont remplis d'Inuits du Nunavut? Combien de personnes profitent du fait que les Inuits ne peuvent retourner chez eux? » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe inuit, milieu urbain

V. Rappel des campagnes

Les participants et participantes se souvenaient vaguement de campagnes sur la traite des personnes entendues à la radio ou vues sur YouTube. Une ou deux personnes ont mentionné avoir lu quelque chose à ce sujet dans des cabines de toilettes publiques. De façon similaire, certains se sont rappelé avoir vu du matériel de communication dans les autobus publics, ce qu'ils considéraient comme une habile stratégie visant à attirer l'attention des usagers du transport en commun ne pouvant l'ignorer, y compris ceux à plus faible revenu.

« J'ai vu une affiche à l'hôpital. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe inuit, région éloignée

« Un film intitulé L'enlèvement. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

« Des affiches dans les toilettes dans le Sud; je crois que c'était à l'aéroport d'Edmonton. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

Lorsqu'on leur a demandé des précisions, seules quelques personnes se sont souvenues du slogan *La traite des personnes, ce n'est pas ce que vous pensez*. D'autres se sont rappelé avoir entendu quelque chose au sujet d'une ligne d'assistance accessible aux personnes cherchant de l'aide.

« Je me souviens du slogan : “La traite des personnes, ce n'est pas ce que vous pensez”. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

« Ce slogan est devenu viral, je m'en souviens. » – Jeune, groupe des Premières Nations, région éloignée

« Je me souviens d'une annonce sur YouTube au sujet de ce à quoi la traite des personnes pourrait ressembler. » – Jeune, groupe des Premières Nations, milieu urbain

VI. Communiquer avec les jeunes

Pour conclure chaque séance de discussion, les jeunes et les parents autochtones devaient fournir des recommandations quant à la façon de communiquer avec les jeunes de leur communauté au sujet de la traite des personnes, et suggérer des outils ou des moyens pour transmettre de tels messages. Les participants et participantes ont relevé différents outils de communication :

- Rejoindre les jeunes autochtones sur les plateformes de médias sociaux qu'ils utilisent, comme TikTok, Snapchat et Instagram.

« Une annonce de dix ou quinze secondes où les gens vont la voir. Comme Snapchat. Un peu comme l'annonce des Mères contre l'alcool au volant; je la vois constamment. » – Jeune, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

- Rassembler les gens pour parler de ce sujet, par exemple en organisant des séances de discussion.

« Les parents portent attention à ce que les enfants entendent à l'école, alors donnez-nous des moyens de participer à la conversation. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

- Installer le matériel de communication, comme des affiches, à des endroits où les gens sont forcés de les lire, comme les autobus et les cabines de toilettes.

« Affichez-les dans le transport en commun de façon à cibler les gens qui n'ont pas les moyens d'acheter une voiture. Ils doivent s'asseoir et lire. » – Jeune, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

- Former les policiers locaux de façon à ce qu'ils posent les bonnes questions aux personnes qui demandent de l'aide ou que l'on soupçonne d'être exploitées, tout en respectant la communauté et les caractéristiques culturelles.

« Il est nécessaire pour les policiers de suivre des formations ciblées sur la façon de faire preuve d'empathie. » – Jeune, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

« Si les policiers ne reçoivent pas une formation adéquate, ils ne font que perpétuer plus de négativité entre eux. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe inuit, région éloignée

« La formation des policiers est principalement axée sur les événements historiques, et non sur la façon de s'occuper des relations interpersonnelles. Il faut informer les policiers de ce que les gens apprennent aujourd'hui au sujet des Autochtones et des Inuits. Nous sommes un peuple moderne, nous ne vivons pas seulement dans le passé. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe inuit, région éloignée

« Il est important d'éduquer les policiers. Le colonialisme n'appartient pas seulement au passé, c'est encore d'actualité. » – Jeune, groupe des Premières Nations, milieu urbain

- Faire en sorte que les enseignants et le personnel des écoles soient plus conscients des éventuels indicateurs et signaux d'alarme de la traite des personnes, ainsi que des ressources vers lesquelles se tourner pour obtenir de l'aide.

« Ciblez les écoles secondaires. » – Jeune, groupe des Premières Nations, milieu urbain

« Est-ce qu'ils parlent de la traite des personnes à l'école? » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe des Premières Nations, région éloignée

- Incorporer des cours sur la traite des personnes dans les programmes scolaires tout au long des études primaires et secondaires afin de développer et de maintenir les connaissances.

« Il devrait y avoir des cours à ce sujet durant la première année d'université. Nous ne sommes pas du tout éduqués à ce sujet. » – Jeune, groupe métis, milieu urbain/région éloignée

« J'ai entendu parler de traite des personnes pour la première fois au cours des trois dernières années. J'ai maintenant 20 ans. Quand j'étais jeune, j'ai l'impression que l'on n'avait pas à s'inquiéter à ce sujet, mais les choses évoluent si rapidement. On ne nous enseignait pas ce qu'est la traite des personnes, et on ne nous en parlait pas. » – Jeune, groupe inuit, région éloignée

Recommandations en matière de messages

La discussion sur la création de messages appropriés s'est avérée importante, puisqu'elle intégrait des thèmes clés qui rejoignaient les gens tout au long de la séance.

- **Privilégier la mise en récit** : Écouter ou voir un récit raconté par une personne autochtone qui a été victime d'exploitation, comme la traite de personnes, aurait une grande valeur dans les communautés. Ces témoignages devraient représenter de façon authentique les communautés auxquelles elles sont destinées, de façon à ce que leurs membres s'y reconnaissent.

« Les gens peuvent être éveillés par les témoignages personnels. » – Jeune, groupe des Premières Nations, région éloignée

« Nous apprenons souvent davantage les uns des autres, à partir de témoignages ou par le bouche-à-oreille, que par des publicités officielles ou des campagnes du gouvernement. » – Jeune, groupe inuit, région éloignée

- **Rester à l'échelle locale** : Il faut s'assurer que le public visé par les publicités comprend que la traite de personnes est un enjeu local qui pourrait toucher des proches. Pour communiquer efficacement ce message, il faut recourir à des statistiques spécifiques à la communauté et respecter les nuances culturelles.

« Présentez quelques statistiques dans le message pour indiquer que “tel pourcentage d'Autochtones disent ceci, alors que la réalité est plutôt cela”. » – Jeune, groupe métis, milieu urbain ou région éloignée

« Je ne croyais pas que ce que l'on voit dans les films pouvait réellement arriver. La traite des personnes commence maintenant à me sembler tout près. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe inuit, région éloignée

- **Utiliser un langage évocateur** : Les messages doivent utiliser un langage auquel les membres de la communauté peuvent s'identifier, et éviter les termes officiels ou bureaucratiques. Lors du choix des mots, il est important de se montrer sensible aux réalités culturelles en tenant compte de la diversité linguistique et culturelle des jeunes et des parents autochtones.

« Il faut utiliser l'inuktitut. Les messages du gouvernement peuvent sembler tellement froids lorsqu'ils sont en anglais. Avec un sujet comme celui-ci, vous avez besoin de cœur et d'esprit. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe inuit, milieu urbain

« Utilisez un langage que les gens comprennent, des termes plus élémentaires que les gens connaissent déjà. » – Jeune, groupe des Premières Nations, milieu urbain

- **Normaliser le sujet** : Puisque les gens comprennent la gravité de la traite des personnes, les messages devraient viser à normaliser les cas et à inciter les gens à discuter de ce sujet avec leurs proches. Cette approche peut réduire la stigmatisation et changer l'impression que cet enjeu est lointain et inaccessible.

« J'ai l'impression que ce sujet est secret ou tabou; le gouvernement du Canada peut donc certainement prendre des mesures pour que tout le monde en soit conscient et sache quels signes chercher et où obtenir de l'aide. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe inuit, région éloignée

- **S'adapter au public cible** : Il faut travailler avec les jeunes autochtones pour élaborer des messages adaptés aux caractéristiques démographiques et à la culture de leur communauté. En plus de donner voix au chapitre aux membres de la communauté, cette approche de collaboration renforce la crédibilité des messages.

« Si la voix inuite n'est pas intégrée, cela ne fonctionnera pas. Nous savons que la majorité des gens touchés par la traite des personnes sont d'origines autochtones, et ce, partout dans le monde. Si la publicité de Sécurité publique Canada n'inclut pas la population dont il veut attirer l'attention... il faut tenir ces conversations avec la communauté autochtone. La langue est un facteur essentiel. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe inuit, milieu urbain

« Il faut une équipe consultative de jeunes. » – Jeune, groupe des Premières Nations, milieu urbain

- **Maintenir la présence et la visibilité** : Si les messages sont de courte durée, les destinataires risquent de percevoir le problème comme étant lui-même de courte durée. Les campagnes de communication cherchant à sensibiliser les gens à la traite des personnes doivent demeurer visibles à long terme, pendant plus que quelques mois. En fait, les participants et participantes ont suggéré d'intégrer de telles campagnes de sensibilisation aux cours d'éducation sexuelle tout au long des études primaires et secondaires.

« Ils doivent embaucher une équipe des médias sociaux qui créera des comptes pour sensibiliser les gens. Il ne s'agit pas d'une affaire d'un mois. L'information doit être continue. Lorsque nous aurons combattu la traite des personnes, nous pourrons nous attaquer à d'autres enjeux. » – Parent ou tuteur/tutrice, groupe inuit, milieu urbain

*« Une campagne permanente dans les écoles, pas quelque chose que l'on fait avant de passer à autre chose. Surtout dans les communautés autochtones. »
– Jeune, groupe métis, milieu urbain/région éloignée*

Annexe A : Méthodologie

Première phase qualitative : consultation préalable auprès d'experts et d'expertes en la matière

Environics a réalisé un total de cinq entrevues auprès d'experts et d'expertes du réseau de contacts de Sécurité publique Canada détenant de l'expertise dans la sensibilisation à la traite des personnes et la prévention au sein des communautés autochtones (ou s'intéressant vivement à ce sujet). Les participants et participantes ont été sélectionnés au sein d'organisations inuites, métisses et des Premières Nations, en ciblant précisément le secteur des forces de l'ordre de même que les enjeux sociaux touchant les femmes. Environics a rédigé l'invitation officielle et le guide de discussion, puis a transmis ceux-ci à Sécurité publique Canada à des fins de vérification avant d'en régler les derniers détails. Les entrevues, qui ont eu lieu du 12 octobre au 11 décembre 2023, ont chacune duré une heure et se sont déroulées en ligne sur la plateforme Zoom.

Sécurité publique Canada et Environics Research ont collaboré aux efforts de recrutement, puis des entrevues ont été réalisées auprès de cadres de l'Association des chefs de police des Premières Nations (ACPPN), des Femmes Michif Otipemisiwak, du Service de Police de la Nation Tsuut'ina et de sa section jeunesse, ainsi que d'une organisation inuite nationale.

Deuxième phase qualitative : séances de discussion en groupe auprès de jeunes et de parents autochtones

Après la consultation préalable, Environics Research a mené une série de huit séances virtuelles de discussion en groupe auprès de jeunes autochtones de 16 à 24 ans ainsi que de parents de jeunes autochtones. Les séances se sont déroulées du 10 janvier au 3 mars 2024.

Composition des groupes

À la lumière des recommandations provenant de la consultation préalable et de NVision, une société d'experts-conseils autochtone, les groupes de discussion ont été formés en fonction de l'identité autochtone et du type de communauté. Sauf dans le cas des groupes inuits, les parents et les jeunes ont été répartis dans deux séances distinctes. Les membres de communautés métisses ont été répartis de façon égale entre les groupes en milieu urbain et ceux en région éloignée.

Les séances ont été réparties de la façon suivante :

Date et heure	Composition du groupe
10 janvier, 19 h, HE	Communautés des Premières Nations – jeunes (région rurale/éloignée)
14 janvier, 17 h 30, HE	Communautés des Premières Nations – Parents ou tuteurs/tutrices (milieu urbain)
14 janvier, 19 h, HE	Communautés métisses – Parents ou tuteurs/tutrices (milieu urbain et région rurale/éloignée)
27 janvier, 14 h, HE	Communautés inuites – Jeunes, parents et tuteurs/tutrices (milieu urbain)
30 janvier, 14 h, HE	Communautés des Premières Nations – Parents ou tuteurs/tutrices (région rurale/éloignée)

Date et heure	Composition du groupe
10 février, 14 h, HE	Communautés inuites – Jeunes, parents et tuteurs/tutrices (région rurale/éloignée)
25 février, 15 h, HE	Communautés des Premières Nations – Jeunes (milieu urbain)
3 mars, 15 h, HE	Communautés métisses – Jeunes (milieu urbain et région rurale/éloignée)

Chaque séance a duré environ 90 minutes, et les groupes étaient formés de quatre à huit personnes (sur les huit ou neuf recrutées pour chacun). Chaque participant et participante a reçu une somme de 100 \$ en guise d'incitatif et de remerciement.

Recrutement

Environics a mis au point les questionnaires de recrutement et les formulaires de consentement des parents, puis les a transmis à Sécurité publique Canada à des fins de vérification avant d'en régler les derniers détails. L'étude a été conçue de façon à privilégier l'identité autochtone tout en faisant la distinction entre les personnes habitant dans des communautés densément peuplées et celles habitant des communautés plus rurales ou éloignées. Cette décision éliminait le risque de faire abstraction des différences culturelles entre les peuples autochtones ou même de leur manquer de respect. Les participants et participantes ont été recrutés de manière à représenter le plus possible les diverses régions du pays et à inclure tous les genres.

Environics a collaboré avec NVision, un groupe d'experts-conseils dirigé par des Autochtones, afin de mettre au point et de peaufiner la stratégie de recrutement appropriée. Nous avons fait appel à une approche de réseautage pour trouver et recruter les participants et participantes aux séances de discussion. Pour ce faire, nous avons communiqué avec des partenaires communautaires et des organisations au service des Autochtones, et leur avons demandé de nous aider à nous mettre en contact avec des participants potentiels. En plus de constituer une méthode de recrutement stratégique et efficace, cette approche nous a aidés à établir des liens de confiance et à entretenir des relations avec les communautés, ce qui nous a permis de surmonter les obstacles à la participation en légitimant la recherche. Compte tenu de l'insuffisance des bases de données existantes pour les études qualitatives auprès d'Autochtones, Environics et NVision ont aussi fait appel aux réseaux sociaux pour le recrutement, une stratégie qui a permis de rejoindre des gens dans certaines communautés éloignées.

Conformément aux pratiques exemplaires en matière de recherche auprès d'Autochtones, et compte tenu de la nature du sujet à l'étude, les séances n'ont pas été enregistrées et aucun observateur n'était autorisé à y assister. Afin d'assurer une documentation adéquate et des détails suffisants pour permettre l'analyse, chaque séance comptait une personne chargée de prendre des notes, en plus de la personne à l'animation. Ainsi, des notes détaillées ont été saisies, y compris des citations textuelles, tout au long des séances de 90 minutes. Après chaque séance, la personne ayant pris les notes et celle à l'animation ont passé les notes en revue pour s'assurer que celles-ci étaient détaillées et qu'elles fournissaient une représentation exacte de la discussion.

Animation

Environics s'est associée avec NVision, une société d'experts-conseils dirigée par des Autochtones, afin de confirmer les pratiques exemplaires à adopter dans le cadre d'une recherche auprès de communautés autochtones. Chaque séance a été animée par une personne autochtone afin de favoriser un climat de confiance et de solidifier la relation entre les participants et participantes et la personne à l'animation.

L'intégralité de la recherche qualitative a été menée conformément aux normes professionnelles et aux lois fédérales applicables (p. ex., la LPRPDE).

Annexe B : Instruments de la recherche qualitative

5 septembre 2023

Environics Research Group Limited
Préconsultation auprès d'experts en la matière
Sécurité publique Canada
PN10917
Courriel d'invitation

Objet : Recherche sur l'opinion publique effectuée par Sécurité publique Canada et portant sur la traite de personnes

Bonjour (nom),

Au cours de la dernière semaine, vous avez probablement reçu une lettre de Sécurité publique Canada vous présentant notre recherche sur l'opinion publique visant à mesurer en plusieurs phases la sensibilisation de la population à la traite de personnes au Canada. À titre de membre de l'équipe d'Environics Research, je vous écris pour le compte de Sécurité publique Canada afin de vous donner plus d'information sur cette initiative et de vous inviter à prendre part à **une entrevue individuelle animée par un cadre supérieur de l'équipe d'Environics Research entre le 27 septembre et le 18 octobre**. La séance durera au plus une heure et pourra avoir lieu virtuellement, sur Zoom.

Nous mènerons d'abord une série de séances auprès de leaders autochtones, d'experts en la matière et d'activistes comme vous. Bien que ces conversations ne représentent qu'une modeste étape dans la lutte contre un problème aussi complexe, vos commentaires contribueront grandement à l'approche que nous adopterons dans les groupes de discussion subséquents auprès de jeunes et de parents autochtones.

Vous n'aurez rien à préparer en vue de la séance. Si vous le souhaitez, nous pourrions vous fournir les questions de l'entretien au préalable.

Si vous êtes disponible et souhaitez participer à l'entrevue, **veuillez répondre à ce courriel. Je vous fournirai une liste de suggestions de dates**. Je vous transmettrai ensuite une invitation pour confirmer votre participation, ainsi que les questions d'entrevue, si vous le souhaitez.

Nous espérons que vous accepterez d'y participer et de nous faire part de vos réflexions sur ce sujet important.

Merci de nous accorder votre attention. Nous avons hâte de discuter avec vous.

Sarah Robertson
Vice-président, Affaires publiques

Renseignements supplémentaires sur cette consultation :

Cette entrevue fait partie d'une série de séances visant à approfondir notre compréhension du niveau de sensibilisation à la traite de personnes au Canada, plus particulièrement dans les communautés autochtones. Ces séances donneront le ton pour un projet de recherche plus vaste, qui comprendra des groupes de discussion composés de jeunes et de parents autochtones et un sondage de suivi à l'échelle nationale.

Nous reconnaissons et respectons le fait que les sujets abordés sont délicats et peuvent avoir une incidence négative sur les participants. Nous porterons une attention continue à votre niveau de confort au cours de la discussion et vous fournirons des ressources si vous avez besoin de soutien émotionnel immédiat.

Votre participation à cette entrevue est entièrement volontaire. Tous les renseignements recueillis, utilisés ou divulgués seront utilisés uniquement aux fins de ce projet et traités conformément aux exigences de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Environics respecte les normes les plus strictes de la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques, et elle se conforme aux normes relatives au respect de la vie privée définies par le Conseil de recherche et d'intelligence marketing canadien (CRIC) et de l'ESOMAR, l'association internationale chapeautant l'industrie de la collecte et de l'analyse de données.

Environics Research rédigera un rapport sur les conclusions des entrevues à l'intention de Sécurité publique Canada. Avec votre permission, nous aimerions nommer les personnes ayant participé aux groupes de discussion. Toutefois, nous ne citerons personne et n'associerons aucun commentaire à un nom.

Toutes vos questions sur ce projet sont les bienvenues.

23 octobre 2023

Environics Research Group Limited
Préconsultation auprès d'experts en la matière
Éducation et sensibilisation des communautés autochtones à la traite de personnes
Sécurité publique Canada
PN11907
Guide de discussion préconsultation

Remarque : Le guide est structuré pour des entrevues de 45 à 50 minutes.

Introduction (5 minutes)

Bonjour, je m'appelle ____ et je travaille pour Environics Research. Merci de prendre le temps de discuter avec moi aujourd'hui. Comme vous le savez, nous menons une étude pour le compte de Sécurité publique Canada à propos de la traite des personnes au Canada. Après avoir discuté de cet important sujet avec vous, nous organiserons des séances de discussion en groupe auprès de jeunes et de parents autochtones pour déterminer ce qu'ils savent sur la traite des personnes et sur ses répercussions au sein de leurs communautés. Les commentaires recueillis permettront à Sécurité publique Canada de mieux comprendre les besoins des communautés autochtones concernant cet enjeu et d'orienter de futures campagnes de sensibilisation à leur intention. Nous avons fait appel à NVision, une société d'experts-conseils autochtone, pour piloter ces activités à l'échelle nationale.

Avant de procéder aux séances de discussion sur la traite des personnes et ses effets au sein des communautés autochtones, nous jugeons important d'en parler avec des experts et expertes en la matière comme vous. Nous souhaitons connaître votre avis sur les questions que nous devrions poser, mais aussi sur celles que nous devrions éviter, soit parce qu'elles ne sont pas appropriées ou parce que la réponse à celles-ci est déjà connue.

Le rapport qui sera produit à la suite des entretiens pré-consultation demeurera anonyme. Aucun de vos commentaires ne vous sera attribué, que ce soit directement ou indirectement.

SI ON LE DEMANDE : Un sondage en ligne sera également réalisé auprès de la population canadienne pour mesurer l'évolution du niveau de sensibilisation et des attitudes à l'égard de la traite des personnes (il n'y aura cependant pas de groupes de discussion menés au sein de la population générale).

SI ON LE DEMANDE : Comme c'est le cas pour toute recherche sur l'opinion publique effectuée par le gouvernement du Canada, le rapport final sera accessible au public; je vous le transmettrai également une fois qu'il sera terminé.

Avant de commencer :

- J'ai ici un guide pour orienter notre conversation, mais je réalise que la discussion peut en dévier naturellement au fil de la séance.
- Je prendrai des notes en cours de route et je vous les transmettrai (dans les prochains jours) pour que vous puissiez vérifier qu'elles reflètent bien notre conversation.
- Nous parlerons d'un sujet délicat, donc n'hésitez pas à me dire si vous avez besoin d'une pause ou si vous préférez ne pas répondre à certaines questions.

Avez-vous des questions pour moi avant que nous commencions?

Perspectives personnelles et générales (10 minutes)

Pour commencer, pourriez-vous m'en dire plus sur votre organisation et sur le rôle que vous y jouez? [SI cet

aspect n'est pas mentionné : Comment abordez-vous le problème de la traite des personnes dans le cadre de votre travail ou au sein de votre organisation?]

Que signifie le terme « traite des personnes » pour vous?

À quoi ressemble la traite des personnes au sein des communautés autochtones? Quelle forme cet enjeu prend-il le plus souvent dans ce contexte précis?

Considérez-vous que la traite des personnes se présente différemment au sein des communautés non autochtones? EXPLORER : En quoi est-elle différente, et pourquoi? Avez-vous aussi remarqué des ressemblances?

À votre avis, quelle est l'ampleur du problème de la traite de personnes au sein des communautés autochtones?

Niveau de sensibilisation et gravité perçue au sein des communautés autochtones (15 minutes)

Selon votre expérience, dans quelle mesure les jeunes Autochtones sont-ils au courant du problème de la traite des personnes? Et qu'en est-il de leurs parents? Dans quelle mesure les membres des communautés autochtones considèrent-ils la traite des personnes comme un problème grave?

Quel aspect de la traite des personnes est le plus connu chez les Autochtones?

Selon vous, quels aspects de la traite de personnes sont les moins bien connus par les jeunes Autochtones? Et par leurs parents ou leurs tuteurs ou tutrices?

Pensez-vous que le niveau de sensibilisation des Autochtones à la traite des personnes diffère selon les sous-groupes de population? Si oui, en quoi diffère-t-il? EXPLORER : communauté, genre, niveau de revenu, niveau de scolarité, membres des Premières Nations, Métis ou Inuits.

Les jeunes Autochtones ont-ils une opinion différente de celle des adultes concernant la traite des personnes? De quelle manière les connaissances relatives à la traite des personnes ont-elles évolué d'une génération à l'autre? Les jeunes abordent-ils cet enjeu différemment?

D'après vos observations, qui les membres des communautés autochtones considèrent-ils comme les victimes les plus probables de la traite de personnes?

[SI ON LE DEMANDE : Par exemple, est-ce que la traite des personnes est perçue comme un problème qui touche davantage les femmes et les filles?]

D'après vos observations et votre expérience, vers quelles ressources les jeunes Autochtones se tournent-ils pour obtenir de l'aide ou des renseignements concernant la traite des personnes? Quels sont les obstacles au sein de votre communauté qui pourraient empêcher quelqu'un de demander de l'aide?

Contenu sur les groupes de discussion (10 minutes)

J'aimerais connaître votre avis sur les questions que nous devrions poser lors des groupes de discussion. Je comprends qu'il s'agit de questions très délicates; veuillez prendre votre temps pour répondre. SI ON LE DEMANDE : Certains groupes seront formés de jeunes Autochtones de 16 à 24 ans, et d'autres seront formés de parents autochtones dont les enfants ont entre 10 et 19 ans. Les groupes seront formés en fonction des origines (membres des Premières Nations, Inuits ou Métis), et de l'endroit où se trouve leur communauté (région peuplée/urbaine ou région peu peuplée/éloignée). Les groupes de discussion se dérouleront en ligne et dureront

90 minutes. Ils seront animés par des Autochtones.

Selon vous, quelles sont les questions les plus importantes à poser aux jeunes et aux parents autochtones qui participeront aux séances de discussion en groupe? Si vous participiez à ces discussions, de quoi aimeriez-vous le plus parler?

À votre avis, quels aspects de la traite de personnes devrions-nous éviter d'aborder lors des groupes de discussion?

Y a-t-il des événements récents sur lesquels nous devrions nous informer avant de discuter de traite des personnes avec les communautés autochtones?

Est-ce que les Autochtones ont certaines présomptions ou idées fausses dont nous devrions être au courant en ce qui concerne la traite des personnes?_

Campagne (10 minutes)

Comme nous l'avons mentionné, Sécurité publique Canada utilisera les commentaires recueillis lors des groupes de discussion pour préparer des communications visant à accroître la sensibilisation des populations autochtones au problème de la traite des personnes.

Quel genre de contenu aimeriez-vous voir dans de futures communications sur la traite des personnes destinées aux communautés autochtones? EXPLORER : Des images? Une description plus claire de cet enjeu? Des précisions sur certains aspects? [SI ON VOUS DEMANDE DES EXEMPLES : numéro d'une ligne d'assistance téléphonique, façons de réagir à une situation de traite de personnes, exemples précis de ce qu'est la traite de personnes, etc.]

À votre avis, quel est le message le plus important que Sécurité publique Canada devrait communiquer aux jeunes Autochtones et à leurs parents au sujet de la traite des personnes?

Si vous pouviez faire des recommandations à Sécurité publique Canada pour l'aider à accroître la sensibilisation des communautés autochtones au problème de la traite des personnes, quelles seraient-elles? [SI ON VOUS DEMANDE DES EXEMPLES : utiliser des contenus publicitaires précis, privilégier certains modes de communication et de diffusion, avoir recours à des groupes de défense des droits ou à des organismes, etc.]

Qu'en est-il des langues utilisées dans ces communications? Pensez-vous que les messages passeraient mieux au sein des communautés que vous connaissez s'ils étaient traduits dans d'autres langues?

Compte tenu de la nature délicate du sujet traité, pensez-vous qu'il faudrait éviter un ton ou un langage en particulier dans les messages de sensibilisation? [SI ON VOUS DEMANDE DES EXEMPLES : ton qui suscite beaucoup de peur, langage trop formel, etc.]

Selon vous, quel est le meilleur moyen de parler de la traite des personnes aux jeunes Autochtones? Quels canaux de communication permettent de joindre ce public plus efficacement? Et qu'en est-il des parents autochtones? [SI ON VOUS DEMANDE DES EXEMPLES : vidéo, radio, bouche-à-oreille, influenceurs et influenceuses, etc.]

Quels canaux de communication devrions-nous éviter parce qu'ils sont moins efficaces pour joindre les jeunes Autochtones et leurs parents?

De quelle manière les communications du gouvernement sont-elles perçues au sein de votre communauté? La mention « Canada » ajoute-t-elle de la crédibilité à un message, ou a-t-elle l'effet inverse?

Conclusion

Notre discussion tire à sa fin. Y a-t-il des points que nous n'avons pas abordés et dont vous auriez aimé parler?

Merci encore d'avoir parlé ouvertement de ce sujet avec moi aujourd'hui.

N'hésitez pas à m'envoyer un courriel si vous avez des questions sur l'étude.

21 novembre 2023

Environics Research Group Limited
Séances de discussion en groupe sur la sensibilisation à la traite de personnes
Sécurité publique Canada
PN11907

Nvision – Projet J000398
Recrutement pour les séances de discussion/consentement parental – Jeunes – Membres des Premières Nations ou des communautés métisses ou inuites

Bonjour, je m'appelle _____, je travaille pour Nvision Insight Group Inc. et je vous appelle pour le compte d'Environics Research.

Cet appel a pour but de vous inviter à prendre part à une séance virtuelle de discussion en groupe tenue par Environics pour le compte de Sécurité publique Canada. L'étude vise à nous aider à comprendre les connaissances et la sensibilisation des parents et parents substituts, ainsi que des jeunes autochtones en ce qui concerne la traite de personnes. Les séances de discussion en groupe porteront principalement sur la sensibilisation générale à la traite de personnes ainsi que les répercussions de celle-ci sur les jeunes autochtones et leur communauté, ainsi que les types de ressources et de mesures de soutien qui pourraient être utiles. Avant la tenue de ces séances, nous avons déployé des efforts de recherche pour veiller à ce que la discussion soit sensible aux traumatismes. Nous sommes conscients que ce sujet nécessitera confiance et écoute et offrirons des options de soutien lorsque nécessaire.

La séance durera environ 90 minutes, et nous vous remettrons un cadeau en argent pour vous remercier de votre participation. Vous recevrez également, à la fin de l'étude, les constatations tirées des séances de discussion sous forme regroupée, sans renseignements identificatoires.

Ce projet de recherche n'a aucune visée commerciale ou promotionnelle. Votre décision d'y prendre part ou non est entièrement volontaire et n'aura aucune conséquence sur vos relations avec le gouvernement. Tous les renseignements recueillis, utilisés ou transmis serviront uniquement aux fins de ce projet de recherche et seront traités conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

EN CAS DE QUESTIONS SUPPLÉMENTAIRES : Si vous avez des questions au sujet de la légitimité de la recherche, vous pouvez les adresser par courriel à maysa.husseini@environics.ca. Environics est membre du Conseil de recherche et d'intelligence marketing canadien (CRIC) et adhère à toutes ses normes; le projet est inscrit auprès du Service de vérification des recherches du CRIC (n° de référence 20231025-EN732).

EN CAS DE QUESTION SUR LES LOIS SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS : Les renseignements recueillis durant la recherche sont régis par les dispositions de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* ainsi que des lois fédérales et provinciales en matière de protection des renseignements personnels. Pour en savoir plus sur la protection des renseignements personnels, vous pouvez écrire à l'adresse maysa.husseini@environics.ca; on vous mettra alors en communication directe avec une personne-ressource du service de la protection de la vie privée de Sécurité publique Canada.

EN CAS DE QUESTION SUR LES PRINCIPES DE PCAP® : Nous nous appuyons sur les principes de PCAP® des Premières Nations. Nous comprenons et respectons les droits de propriété, de contrôle, d'accès et de possession des communautés des Premières Nations relatifs à l'information les concernant, et convenons que ces droits sont fondamentalement liés à l'autodétermination ainsi qu'à la préservation et au développement de leur culture. Dans le cadre de ce projet de recherche, les participants et participantes doivent fournir leur consentement, mais peuvent mettre fin à leur participation à tout moment et demander à ce que les données les concernant soient supprimées. Une fois l'étude publiée sur le site de Bibliothèque et Archives, tout le monde y aura accès.

Me permettez-vous de vous poser quelques questions supplémentaires afin de vérifier si vous répondez aux critères d'admissibilité de notre étude, ou de poser ces questions à un autre membre de votre ménage afin de vérifier si cette personne répond aux critères?

Oui **POURSUIVRE**
Non **REMERCIER ET TERMINER**

POSER À TOUS

1. Nous cherchons à recruter, pour les séances de discussion, des jeunes de 16 à 24 ans. Est-ce votre cas [le cas de votre enfant]?

Oui 1 **POURSUIVRE**
Non 2 **REMERCIER ET TERMINER**

2. Pouvez-vous indiquer dans quelle tranche d'âge vous vous situez [votre enfant se situe] exactement?

Moins de 16 ans 1 **REMERCIER ET TERMINER**
16 ou 17 ans 2 **LIRE LA SECTION À L'INTENTION DES PARENTS DE JEUNES DE 16 OU 17 ANS**
De 18 à 24 ans 3 **ADMISSIBLE COMME JEUNE/PASSER À Q6**
25 ans ou plus 4 **REMERCIER ET TERMINER**

MESSAGE DE FIN : Merci de votre intérêt. Pour participer, vous devez avoir entre 16 et 24 ans.

3. Dans quel type de collectivité résidez-vous actuellement (p. ex. une ville, un village, une réserve des Premières Nations, un établissement métis)?

RÉGION RURALE/ÉLOIGNÉE 1 **ADMISSIBLE AUX GROUPES EN RÉGION RURALE/ÉLOIGNÉE**
MILIEU URBAIN 2 **ADMISSIBLE AUX GROUPES EN MILIEU URBAIN**

4. L'endroit où vous habitez est-il considéré comme une région rurale ou éloignée (p. ex. une collectivité accessible par avion ou route de glace)?

POUR LES PARENTS OU PARENTS SUBSTITUTS DE JEUNES DE 16 OU 17 ANS, LIRE LE TEXTE ET POSER LES QUESTIONS 5 À 7; POUR LES AUTRES, SAUTER LE PRÉAMBULE ET PASSER À LA QUESTION 8

Nous menons une étude pour le compte de Sécurité publique Canada auprès, entre autres, de jeunes de 16 ou 17 ans. L'étude vise à nous aider à comprendre les connaissances et la sensibilisation au sujet de la traite de personnes chez les jeunes autochtones, ainsi que ses répercussions sur leur communauté. Dans le cadre de cette étude, nous organisons des séances virtuelles de discussion en groupe qui devraient durer une heure et demie et qui se dérouleront en fin d'après-midi ou en soirée (ou durant la journée le samedi ou le dimanche). Les séances de discussion en groupe porteront principalement sur la sensibilisation générale à la traite de personnes ainsi que les répercussions de celle-ci sur les jeunes autochtones et leur communauté, ainsi que les types de ressources et de mesures de soutien qui pourraient être utiles. Nous nous engageons à mettre en place un cadre ouvert et bienveillant, en centrant les conversations sur les lacunes dans les connaissances et la sensibilisation. Avant la tenue de ces séances, nous avons déployé des efforts de recherche pour veiller à ce que la discussion soit sensible aux traumatismes. Nous sommes conscients que ce sujet nécessitera confiance et écoute et offrirons des options de soutien lorsque nécessaire.

Toutes les opinions resteront anonymes et la participation est volontaire. Les personnes qui participeront recevront 100 \$ pour les remercier de leur temps. Les renseignements recueillis seront utilisés aux fins de recherche uniquement et traités conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* du Canada. Ni le gouvernement ni aucun tiers n'aura connaissance du nom complet de votre enfant, petit-enfant

ou pupille.

5. Nous permettez-vous de poser à votre enfant quelques questions d'ordre général afin de déterminer s'il ou elle est admissible à la séance de discussion, qui aura lieu le **[DATE]** à **[HEURE]**, et de vérifier son aisance à communiquer?

Oui	1	POURSUIVRE
Non	2	MENTIONNER LES SÉANCES AUPRÈS DE PARENTS
Oui, mais il/elle n'est pas disponible	3	PLANIFIER UN RAPPEL

Merci. Avant de parler à votre enfant, j'ai encore quelques questions à vous poser.

6. Est-ce qu'un membre de votre famille immédiate ou vous-même travaillez pour l'un des types d'entreprises suivantes? **[LIRE LA LISTE]**

Une société d'étude de marché, une firme de relations publiques ou de communication ou une agence de publicité

1

Les médias (radio, télévision, journal, magazine, etc.)

2

SI « OUI » À L'UNE OU L'AUTRE DES OPTIONS, REMERCIER ET TERMINER

7. Quel est le prénom de votre enfant? **INSCRIRE :** _____
8. Et quel est votre prénom? **INSCRIRE :** _____

Merci. J'aimerais maintenant parler à **[NOM DE L'ENFANT]** pour m'assurer qu'**[IL/ELLE]** souhaite participer à la séance de discussion et est à l'aise de le faire. Je reviendrai ensuite à vous.

JEUNE DE 16 OU 17 ANS : Bonjour **[NOM DE L'ENFANT]**, je m'appelle **[RECRUTEUR]** et je travaille pour **NVision Insight Group**, une entreprise de recherche canadienne détenue et exploitée par des Autochtones. Votre [mère/père/tuteur/tutrice] m'a autorisé à vous parler d'une étude.

TOUS LES JEUNES DE 16 à 24 ANS : Nous menons, pour le compte de Sécurité publique Canada, un projet de recherche auprès de jeunes âgés de 16 à 24 ans afin d'aider le ministère à mieux comprendre la sensibilisation et les connaissances au sujet de la traite de personnes dans les communautés autochtones. Sachez que les réponses que vous fournirez durant cet appel ainsi que les opinions que vous exprimerez au cours de la séance de discussion ne seront révélées à personne, pas même à vos parents/parents substitués.

J'aimerais vous en dire un peu plus au sujet de l'étude pour voir si vous avez envie d'y participer. Dans le cadre de l'étude, nous organisons des séances virtuelles de discussion en groupe qui dureront une heure et demie et se dérouleront en fin d'après-midi ou en soirée (ou durant la journée le samedi ou le dimanche). Les groupes seront formés d'un petit nombre d'adolescents et de jeunes adultes qui seront invités à dire ce qu'ils savent de la traite de personnes dans leur communauté, y compris à quoi cela ressemble et qui pourrait être touché. La discussion demeurera anonyme et la participation est volontaire. Les personnes qui participeront recevront un cadeau en argent pour les remercier de leur temps. Les renseignements recueillis seront utilisés aux fins de recherche uniquement et traités conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* du Canada. Outre le personnel de l'entreprise de recherche, personne n'aura connaissance du nom complet des participants et participantes, ni le gouvernement ni tout autre tiers.

EN CAS DE QUESTIONS SUPPLÉMENTAIRES : Si vous avez des questions au sujet de la légitimité de la recherche, vous pouvez les adresser par courriel à maysa.husseini@environics.ca. Environics est membre du Conseil de recherche et d'intelligence marketing canadien (CRIC) et adhère à toutes ses normes; le projet est inscrit auprès du Service de vérification des recherches du CRIC (n° de référence 20231025-EN732).

EN CAS DE QUESTION SUR LES LOIS SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS : Les renseignements recueillis durant la recherche sont régis par les dispositions de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* ainsi que des lois fédérales et provinciales en matière de protection des renseignements personnels. Pour en savoir plus sur la protection des renseignements personnels, vous pouvez écrire à l'adresse maysa.husseini@environics.ca; on vous mettra alors en communication directe avec une personne-ressource du service de la protection de la vie privée de Sécurité publique Canada.

EN CAS DE QUESTION SUR LES PRINCIPES DE PCAP® : Nous nous appuyons sur les principes de PCAP® des Premières Nations. Nous comprenons et respectons les droits de propriété, de contrôle, d'accès et de possession des communautés des Premières Nations relatifs à l'information les concernant, et convenons que ces droits sont fondamentalement liés à l'autodétermination ainsi qu'à la préservation et au développement de leur culture. Dans le cadre de ce projet de recherche, les participants et participantes doivent fournir leur consentement, mais peuvent mettre fin à leur participation à tout moment et demander à ce que les données les concernant soient supprimées. Une fois l'étude publiée sur le site de Bibliothèque et Archives, tout le monde y aura accès.

9. Souhaitez-vous participer à cette étude?

- | | | |
|-----|---|------------------------------|
| Oui | 1 | POURSUIVRE |
| Non | 2 | REMERCIER ET TERMINER |

10. Avant que je puisse vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions pour m'assurer que chaque groupe est composé de personnes au profil varié. Cela vous demandera moins de 5 minutes. Puis-je continuer?

- | | | |
|-----|---|------------------------------|
| Oui | 1 | POURSUIVRE |
| Non | 2 | REMERCIER ET TERMINER |

11. À quel genre vous identifiez-vous?

- | | |
|-------|---|
| Homme | 1 |
| Femme | 2 |
| Autre | 3 |

12. Laquelle des identités suivantes [vous décrit le mieux/décrit le mieux votre enfant ou votre pupille]?

- | | | |
|------------------------------|---|---|
| Membre des Premières Nations | 1 | |
| Inuit ou Inuite | 2 | |
| Métis ou Métisse | 3 | |
| Autre identité autochtone | 4 | |
| Non-Autochtone | 5 | REMERCIER LES JEUNES NON AUTOCHTONES ET TERMINER |

13. Êtes-vous actuellement aux études?

- | | | |
|-----|---|---------------------|
| Oui | 1 | POURSUIVRE |
| Non | 2 | PASSER À Q15 |

14. [SI OUI À Q13] : À quel niveau scolaire êtes-vous actuellement?

- | | |
|--|---|
| Études primaires | 1 |
| Études intermédiaires | 2 |
| Études secondaires | 3 |
| Études postsecondaires en partie ou en cours | 4 |
| Diplôme d'études collégiales, de formation professionnelle ou d'une école de métiers | 5 |

Diplôme d'études universitaires de premier cycle	6
Diplôme d'études supérieures ou d'un programme professionnel universitaire	7
Je préfère ne pas répondre	8

15. [SI NON À Q13] : Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

Études primaires	1
Études intermédiaires	2
Études secondaires	3
Études postsecondaires en partie ou en cours	4
Diplôme d'études collégiales, de formation professionnelle ou d'une école de métiers	5
Diplôme d'études universitaires de premier cycle	6
Diplôme d'études supérieures ou d'un programme professionnel universitaire	7
Je préfère ne pas répondre	8

16. Occupez-vous un emploi actuellement?

Oui	1	POURSUIVRE
Non	2	PASSER À Q18

17. Laquelle des options suivantes décrit le mieux votre situation d'emploi actuelle?

Emploi à temps plein	1
Emploi à temps partiel	2
Travail autonome	3
Au foyer	4
À la retraite	5
Actuellement sans emploi	6

18. Lors des séances de discussion, on vous demandera de partager votre opinion avec un animateur et les autres membres du groupe. L'animateur veillera à maintenir un climat sûr et respectueux. Êtes-vous à l'aise de prendre part à une séance virtuelle de discussion en groupe?

Oui	1	POURSUIVRE
Non	2	REMERCIER ET TERMINER

19. Avez-vous besoin de certaines mesures d'adaptation pour vous aider à participer à une séance de discussion en groupe, par exemple un accès fiable à Internet?

Oui	NOTER LES MESURES D'ADAPTATION REQUISES (si l'accès fiable à Internet constitue un problème, demander où se trouve le centre communautaire local ou à quel endroit un accès communautaire à Internet pourrait être offert)
Non	POURSUIVRE

REMARQUE : NOTER LES MESURES D'ADAPTATION REQUISES. EN CAS DE DOUTE QUANT À NOTRE CAPACITÉ À FOURNIR CES MESURES, AVISER LA PERSONNE QUE NOUS EFFECTUERONS UN SUIVI AUPRÈS D'ELLE.

INVITATION À PARTICIPER (JEUNES DE 16 À 24 ANS) :

Merci. Nous souhaitons vous inviter à prendre part à l'une des séances de discussion en groupe, qui sera animée par un membre du personnel de NVision Insight Group. La séance aura lieu le **[JOUR DE LA SEMAINE] [DATE]**, à **[HEURE]**, et durera environ une heure et demie. À la suite de votre participation, vous recevrez un montant de 100 \$.

Souhaitez-vous participer, et êtes-vous disponible?

Oui 1
Non 2 **REMERCIER ET TERMINER**

Comme nous n'invitons qu'un petit nombre de personnes, votre participation est très importante pour nous. C'est pourquoi si, pour une raison ou une autre, vous ne pouvez pas vous présenter, nous vous demandons de nous téléphoner afin que nous puissions fixer une nouvelle date ou vous remplacer. Vous pouvez nous joindre à nos bureaux au **[NUMÉRO DE TÉLÉPHONE]**. Demandez à parler à **[NOM]**.

Quelqu'un de notre organisation vous téléphonera la veille de la séance pour vous rappeler votre participation. Je vous enverrai également une invitation par courriel pour faire suite à cette conversation. L'invitation comprendra tous les renseignements dont vous aurez besoin pour vous joindre à la séance sur la plateforme Zoom. Nous avons donc besoin de vos coordonnées. Celles-ci nous serviront exclusivement à communiquer avec vous au sujet de la séance, ainsi qu'à envoyer votre paiement et à vous fournir un résumé des conclusions de l'étude une fois celles-ci disponibles.

Prénom :

Nom :

Numéro de téléphone (jour) :

Numéro de téléphone (soir) :

Courriel :

22 novembre 2023

Environics Research Group Itée
Séances de discussion en groupe sur la sensibilisation à la traite de personnes
Sécurité publique Canada
PN11907
Nvision – Projet J000398
Formulaire de consentement parental – Parents de jeunes autochtones de 16 ou 17

Madame,
Monsieur,

Environics Research et Sécurité publique Canada ont demandé à Nvision Insight Group de vous faire parvenir, à vous et à votre fils ou fille de 16 ou 17 ans, ce courriel au sujet d'une séance de discussion en groupe. Le projet est financé par le gouvernement du Canada.

Nous menons une étude pour le compte de Sécurité publique Canada auprès, entre autres, de jeunes de 16 ou 17 ans pour nous aider à comprendre les connaissances et la sensibilisation au sujet de la traite de personnes chez les jeunes autochtones, ainsi que ses répercussions sur leur communauté. Dans le cadre de cette étude, nous organisons des séances virtuelles de discussion en groupe qui se dérouleront en fin d'après-midi ou en soirée pendant une heure et demie. Les personnes qui y participeront recevront un montant de 100 \$ pour les remercier de leur temps.

Sur quoi le projet de recherche porte-t-il? Les séances de discussion en groupe porteront principalement sur la sensibilisation générale à la traite de personnes ainsi que les répercussions de celle-ci sur les jeunes autochtones et leur communauté, ainsi que les types de ressources et de mesures de soutien qui pourraient être utiles. Nous nous engageons à mettre en place un cadre ouvert et bienveillant, en centrant les conversations sur les lacunes dans les connaissances et la sensibilisation. Avant la tenue de ces séances, nous avons déployé des efforts de recherche pour veiller à ce que la discussion soit sensible aux traumatismes. Nous sommes conscients que ce sujet nécessitera confiance et écoute et offrirons des options de soutien lorsque nécessaire.

L'étude est-elle confidentielle? Toutes les opinions resteront anonymes et la participation est volontaire. Les renseignements recueillis seront utilisés aux fins de recherche uniquement et traités conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* du Canada. Ni le gouvernement ni aucun tiers n'aura connaissance du nom complet de votre enfant, petit-enfant ou pupille. Pour en savoir plus sur la protection des renseignements personnels, vous pouvez écrire à l'adresse maysa.husseini@environics.ca; on vous mettra alors en communication directe avec une personne-ressource du service de la protection de la vie privée de Sécurité publique Canada.

D'autres questions? Si vous avez toute autre question concernant l'étude, n'hésitez pas à communiquer avec :

Maysa Hussein

maysa.husseini@environics.ca

CONSENTEMENT RELATIF À LA PARTICIPATION

Nous espérons que vous accepterez que votre enfant prenne part à cette étude, s'il ou elle le souhaite. Si vous y consentez, veuillez confirmer votre permission en écrivant votre nom à la fin du présent document. Lorsque

vous aurez donné votre consentement, votre enfant aura le droit de participer à la séance de discussion et se verra fournir de plus amples renseignements sur la façon de se joindre au groupe.

Merci.

J'ai lu et compris la description de ce projet de recherche et je veux que mon enfant de 16 ou 17 ans prenne part à la séance de discussion en groupe.

Nom du parent/tuteur _____

Nom de l'enfant _____

Date _____

Adresse courriel _____

Veillez enregistrer ou imprimer une copie du formulaire de consentement à conserver dans vos dossiers personnels.

22 novembre 2023

Environics Research Group Itée
Séances de discussion en groupe sur la sensibilisation à la traite de personnes
Sécurité publique Canada
PN11907
Nvision – Projet J000398
Recrutement pour les séances de discussion – Parents – Membres des Premières Nations ou des communautés métisses ou inuites

Bonjour, je m'appelle _____, je travaille pour Nvision Insight Group Inc. et je vous appelle pour le compte d'Environics Research.

Cet appel a pour but de vous inviter à prendre part à une séance virtuelle de discussion en groupe tenue par Environics pour le compte de Sécurité publique Canada. L'étude vise à nous aider à comprendre les connaissances et la sensibilisation des parents et des jeunes autochtones en ce qui concerne la traite de personnes. Les séances de discussion en groupe porteront principalement sur la sensibilisation générale à la traite de personnes ainsi que les répercussions de celle-ci sur les jeunes autochtones et leur communauté, ainsi que les types de ressources et de mesures de soutien qui pourraient être utiles. Avant la tenue de ces séances, nous avons déployé des efforts de recherche pour veiller à ce que la discussion soit sensible aux traumatismes. Nous sommes conscients que ce sujet nécessitera confiance et écoute et offrons des options de soutien lorsque nécessaire.

La séance durera environ 90 minutes, et nous vous remettrons un cadeau en argent pour vous remercier de votre participation. Vous recevrez également, à la fin de l'étude, les constatations tirées des séances de discussion sous forme regroupée, sans renseignements identificatoires.

Ce projet de recherche n'a aucune visée commerciale ou promotionnelle. Votre décision d'y prendre part ou non est entièrement volontaire et n'aura aucune conséquence sur vos relations avec le gouvernement. Tous les renseignements recueillis, utilisés ou transmis serviront uniquement aux fins de ce projet de recherche et seront traités conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

EN CAS DE QUESTIONS SUPPLÉMENTAIRES : Si vous avez des questions au sujet de la légitimité de la recherche, vous pouvez les adresser par courriel à maysa.husseini@environics.ca. Environics est membre du Conseil de recherche et d'intelligence marketing canadien (CRIC) et adhère à toutes ses normes; le projet est inscrit auprès du Service de vérification des recherches du CRIC (n° de référence 20231025-EN732).

EN CAS DE QUESTION SUR LES LOIS SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS : Les renseignements recueillis durant la recherche sont régis par les dispositions de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* ainsi que des lois fédérales et provinciales en matière de protection des renseignements personnels. Pour en savoir plus sur la protection des renseignements personnels, vous pouvez écrire à l'adresse maysa.husseini@environics.ca; on vous mettra alors en communication directe avec une personne-ressource du service de la protection de la vie privée de Sécurité publique Canada.

EN CAS DE QUESTION SUR LES PRINCIPES DE PCAP® : Nous nous appuyons sur les principes de PCAP® des Premières Nations. Nous comprenons et respectons les droits de propriété, de contrôle, d'accès et de possession des communautés des Premières Nations relatifs à l'information les concernant, et convenons que ces droits sont fondamentalement liés à l'autodétermination ainsi qu'à la préservation et au développement de leur culture. Dans le cadre de ce projet de recherche, les participants et participantes doivent fournir leur consentement, mais peuvent mettre fin à leur participation à tout moment et demander à ce que les données les concernant soient supprimées. Une fois l'étude publiée sur le site de Bibliothèque et Archives, tout le monde y aura accès.

Me permettez-vous de vous poser quelques questions supplémentaires afin de vérifier si vous répondez aux critères d'admissibilité de notre étude, ou de poser ces questions à un autre membre de votre ménage afin de vérifier si cette personne répond aux critères?

Oui **POURSUIVRE**
Non **REMERCIER ET TERMINER**

POSER À TOUS

1. Nous cherchons à recruter, pour les séances de discussion, des personnes qui sont parents ou parents substitués de jeunes métis, inuits ou des Premières Nations âgés de 10 à 19 ans. Est-ce votre cas?

Oui 1 **POURSUIVRE**
Non 2 **REMERCIER ET TERMINER**

2. Les groupes doivent comprendre des personnes de divers groupes d'âge. Pour ce faire, pouvez-vous m'indiquer votre âge exact? _____.

De 18 à 24 ans 1
De 25 à 34 ans 2
De 35 à 44 ans 3
De 45 à 54 ans 4
De 55 à 64 ans 5
De 65 à 74 ans 6
75 ans ou plus 7

3. Dans quel type de collectivité résidez-vous actuellement (p. ex. une ville, un village, une réserve des Premières Nations, un établissement métis)?

RÉGION RURALE/ÉLOIGNÉE 1 **ADMISSIBLE AUX GROUPES EN RÉGION RURALE/ÉLOIGNÉE**
MILIEU URBAIN 2 **ADMISSIBLE AUX GROUPES EN MILIEU URBAIN**

4. L'endroit où vous habitez est-il considéré comme une région rurale ou éloignée (p. ex. une collectivité accessible par avion ou route de glace)?

5. Les groupes doivent comprendre des personnes de divers groupes d'âge. Pour ce faire, pouvez-vous m'indiquer votre âge exact? _____ **INSCRIRE [MÉLANGE ÉQUILIBRÉ]**

6. À quel genre vous identifiez-vous? **[MÉLANGE ÉQUILIBRÉ]**

Homme 1
Femme 2
Autre 3

7. Laquelle des identités suivantes vous décrit le mieux?

Membre des Premières Nations 1
Inuit ou Inuite 2
Métis ou Métisse 3
Autre identité autochtone 4

Non-Autochtone 5

8. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint? **[MÉLANGE ÉQUILIBRÉ]**

Études primaires	1
Études intermédiaires	2
Études secondaires	3
Études postsecondaires en partie ou en cours	4
Diplôme d'études collégiales, de formation professionnelle ou d'une école de métiers	5
Diplôme d'études universitaires de premier cycle	6
Diplôme d'études supérieures ou d'un programme professionnel universitaire	7
Je préfère ne pas répondre	8

9. Laquelle des options suivantes décrit le mieux votre situation d'emploi actuelle? **[MÉLANGE ÉQUILIBRÉ]**

Emploi à temps plein	1
Emploi à temps partiel	2
Travail autonome	3
Au foyer	4
Aux études	5
À la retraite	6
Actuellement sans emploi	7

10. Lors des séances de discussion, on vous demandera de partager votre opinion avec un animateur et les autres membres du groupe. L'animateur veillera à maintenir un climat sûr et respectueux. Êtes-vous à l'aise de prendre part à une séance virtuelle de discussion en groupe?

Oui	1	POURSUIVRE
Non	2	REMERCIER ET TERMINER

11. Avez-vous besoin de certaines mesures d'adaptation pour vous aider à participer à une séance de discussion en groupe, par exemple un accès fiable à Internet?

Oui	NOTER LES MESURES D'ADAPTATION REQUISES (si l'accès fiable à Internet constitue un problème, demander où se trouve le centre communautaire local ou à quel endroit un accès communautaire à Internet pourrait être offert)
Non	POURSUIVRE

REMARQUE : NOTER LES MESURES D'ADAPTATION REQUISES. EN CAS DE DOUTE QUANT À NOTRE CAPACITÉ À FOURNIR CES MESURES, AVISER LA PERSONNE QUE NOUS EFFECTUERONS UN SUIVI AUPRÈS D'ELLE.

INVITATION À PARTICIPER (PARENTS DE JEUNES ÂGÉS DE 10 À 19 ANS) :

Merci. Nous souhaitons vous inviter à prendre part à l'une des séances de discussion en groupe, qui sera animée par un membre du personnel de NVision Insight Group. La séance aura lieu le **[JOUR DE LA SEMAINE] [DATE]**, à **[HEURE]**, et durera environ une heure et demie. À la suite de votre participation, vous recevrez un montant de 100 \$.

Souhaitez-vous participer, et êtes-vous disponible?

Oui	1	
Non	2	REMERCIER ET TERMINER

Comme nous n'invitons qu'un petit nombre de personnes, votre participation est très importante pour nous. C'est pourquoi si, pour une raison ou une autre, vous ne pouvez pas vous présenter, nous vous demandons de

nous téléphoner afin que nous puissions fixer une nouvelle date ou vous remplacer. Vous pouvez nous joindre à nos bureaux au **[NUMÉRO DE TÉLÉPHONE]**. Demandez à parler à **[NOM]**.

Quelqu'un de notre organisation vous téléphonera la veille de la séance pour vous rappeler votre participation. Je vous enverrai également une invitation par courriel pour faire suite à cette conversation. L'invitation comprendra tous les renseignements dont vous aurez besoin pour vous joindre à la séance sur la plateforme Zoom. Nous avons donc besoin de vos coordonnées. Celles-ci nous serviront exclusivement à communiquer avec vous au sujet de la séance, ainsi qu'à envoyer votre paiement et à vous fournir un résumé des conclusions de l'étude une fois celles-ci disponibles.

Prénom :

Nom :

Numéro de téléphone (jour) :

Numéro de téléphone (soir) :

Courriel :

10 janvier 2024

Environics Research Group Limited
Séances de discussion en groupe sur la sensibilisation à la traite de personnes
Sécurité publique Canada
PN11907
Nvision – Projet J000398
Guide de discussion – Jeunes et parents autochtones

1. Présentation du déroulement, contexte du projet et principes directeurs (7 minutes)

Bienvenue [salutation dans la langue appropriée] tout le monde, et merci d'avoir pris le temps d'être ici.

Mon nom est ____, et j'animerai le groupe de discussion d'aujourd'hui. Permettez-moi de me présenter brièvement; je travaille chez Nvision Insight Group, une société d'experts-conseils autochtone ayant des bureaux à Ottawa et à Iqaluit, et [insérer la présentation personnalisée].

Cette recherche est menée pour le compte de Sécurité publique Canada afin de mieux comprendre le niveau de sensibilisation des membres de cette communauté au problème de la traite des personnes. La conversation d'aujourd'hui portera sur la définition de la traite des personnes, les signaux d'alarme qu'elle pourrait être en train de se produire et les mesures de soutien offertes aux victimes ou victimes potentielles.

Les détails présentés dans la discussion d'aujourd'hui aideront également le Ministère à connaître les types d'information ou de matériel requis dans les différentes collectivités et les meilleures façons de les transmettre aux personnes et aux endroits appropriés. Les réflexions et les opinions de chacun sont très précieuses pour cette recherche, même si elles sont différentes les unes des autres. Dans le cadre de ce projet, nous avons collaboré avec Environics Research, une société d'étude de marché indépendante, afin de recueillir les points de vue d'Autochtones partout au pays. La séance d'aujourd'hui durera une heure et demie.

Nous nous sommes efforcés de faire en sorte que cette expérience permette à tous les participants de se sentir en sécurité. Notre conversation sera menée en tenant compte des traumatismes, mais nous comprenons que le sujet est lourd et peut parfois être difficile à aborder. Nous nous assurerons de prendre en considération votre bien-être personnel, et un réseau de systèmes de soutien est à votre disposition si quelque chose venait à vous troubler [coller dans la fenêtre de clavardage].

Comme toujours, votre participation est volontaire et vous pouvez y mettre un terme à tout moment ou quitter la conversation si vous en sentez le besoin. Permettez-moi également de vous assurer que tout ce que vous direz demeurera confidentiel. [Nom de la personne prenant des notes] est avec nous et prendra des notes sur ce qui se dit aujourd'hui, afin que nous rendions la conversation avec précision dans notre rapport final. Cette personne est également disponible si vous avez besoin de soutien technique. Comme nous prenons des notes, nous n'enregistrerons pas la conversation. Nous souhaitons connaître votre opinion; aucun de vous ne sera cité personnellement, et votre nom ne sera pas associé à vos commentaires.

Les principes directeurs de PCAP des Premières Nations :

Les principes de propriété, de contrôle, d'accès et de possession (PCAP) sont des normes établissant d'importantes règles fondamentales encadrant la collecte, la protection, l'utilisation et la transmission de données relatives aux Premières Nations. Le terme PCAP^{MC}, qui fait référence aux principes de propriété, de contrôle, d'accès et de possession, évoque la détermination des Premières Nations à utiliser et à transmettre des renseignements de façon à bénéficier à leurs communautés et à minimiser tout effet nocif potentiel.

Conformément aux principes de PCAP, nous nous engageons à :

- produire le rapport final avec vous dans la langue et le format (p. ex., imprimé ou numérique) de votre choix;

- assurer l'intégration de chercheurs, d'animateurs et de membres de la communauté autochtone dans l'élaboration de ce projet;
- fournir nos coordonnées pour que vous puissiez nous adresser vos questions ou préoccupations;
- préserver la confidentialité et la sécurité de tous les processus de collecte de données, y compris la propriété et le contrôle sur la façon dont les informations sont stockées, interprétées, utilisées ou divulguées.

[LIRE UNIQUEMENT AUX GROUPE INUITS] Principes directeurs du Qaujimajatuqangit inuit :

Notre processus entier sera guidé par la vision du monde selon les Inuits. De ce fait, la séance suivra le cadre du *Qaujimajatuqangit* inuit, qui prend appui sur quatre grandes lois ou *maligait* :

- travailler pour le bien commun;
- respecter la vie sous toutes ses formes;
- maintenir l'harmonie et l'équilibre;
- préparer l'avenir de manière continue.

2. Présentation (7 minutes)

Avant de commencer, j'aimerais faire un tour de table virtuel et apprendre à vous connaître. Veuillez indiquer votre prénom (ou le nom que vous êtes à l'aise d'utiliser ici), l'endroit où vous vivez dans le pays, et ce que vous feriez si vous n'étiez pas dans un groupe de discussion en ce moment.

3. Sensibilisation générale (20 minutes)

Maintenant que nous avons fait plus ample connaissance, j'aimerais plonger dans le sujet de l'étude, soit la sensibilisation à la traite des personnes. Autrement dit, de quoi s'agit-il et à quoi ressemble-t-elle?

Q1. Que signifie pour vous le terme « traite des personnes »? (Que décrit-il?) Pouvez-vous citer quelques formes courantes de traite des personnes?

Relever les mentions suivantes :

- a. Personne forcée ou poussée à se lancer dans le commerce du sexe
- b. Personne forcée ou poussée à travailler contre son gré
- c. Personne se faisant enlever ou prélever un organe contre son gré
- d. Personne traversant clandestinement des frontières internationales pour être exploitée dans un autre pays

Q2. Prenons quelques instants pour discuter de l'exploitation sexuelle, qui peut se manifester de différentes manières dans les communautés. Connaissez-vous l'un des exemples d'exploitation suivants? Si oui, pourriez-vous nous dire ce que vous savez à leur sujet?

[Afficher la liste des termes (sans définitions) sur l'écran PPT.]

Exploitation liée à la famille – [NOTE À L'ANIMATEUR : elle peut être intergénérationnelle et souvent motivée par des traumatismes passés et/ou la pauvreté. Il peut s'agir d'échanges de nourriture, d'abri ou d'argent contre des actes sexuels entre membres d'une même famille ou entre groupes familiaux.]

Exploitation organisée ou encouragée par des gangs – [NOTE À L'ANIMATEUR : cela fait généralement intervenir des organisations criminelles ou des gangs locaux moins organisés qui gèrent l'exploitation sexuelle de rue, des bordels clandestins, des services de prostitution ou de la danse érotique.]

Exploitation fondée sur la dépendance aux drogues – [NOTE À L'ANIMATEUR : il s'agit de s'engager dans le commerce du sexe pour nourrir une dépendance. Un proxénète peut créer, encourager et soutenir la dépendance aux drogues dans le cadre d'une relation de traite de personnes afin de prendre le contrôle d'une victime.]

Exploitation fondée sur l'économie – [NOTE À L'ANIMATEUR : cette forme de traite est associée à l'exploitation sexuelle pour servir le développement d'entreprises pétrolières et minières ou des événements internationaux.]

Q3. Nous savons qu'il existe de nombreuses façons d'exploiter des personnes, discrètement ou au grand jour. Pensez aux exemples précédents : qu'est-ce qui pourrait rendre une personne de votre communauté vulnérable à la traite des personnes? (Mentions à relever : facteurs socio-économiques/disparités de richesse, inégalités entre les genres, scolarité, normes culturelles, instabilité politique, technologie/médias sociaux, problèmes liés à l'application de la loi, gangs/reactions/conditionnement)

Q4. Toujours en pensant à cette personne qui pourrait être plus vulnérable à la traite des personnes, quels sont les signes ou comportements potentiels qui pourraient suggérer qu'elle en est victime? (EXPLORER : Pouvez-vous décrire des signaux d'alarme dans le comportement ou la situation d'une personne qui pourraient suggérer une participation à la traite?)

Q4b. Quels sont les signes ou les comportements qui pourraient suggérer que quelqu'un effectue la traite de personnes? (EXPLORER : Pouvez-vous décrire des signaux d'alarme dans le comportement ou la situation d'une personne qui pourraient suggérer cela?)

Q5. Selon vous, dans quels types de collectivités au Canada la traite de personnes est-elle le plus susceptible d'exister? Quelles sont les caractéristiques d'une collectivité où la traite de personnes serait plus susceptible de se produire? (Voici quelques exemples : petites villes, zones rurales, banlieues, grandes villes, faibles revenus, revenus élevés, collectivités proches de la frontière, villes côtières, etc.)

4. Soutien et ressources (25 minutes)

Q6. Vous avez énuméré quelques indicateurs ou signaux d'alarme potentiels qui pourraient signifier qu'une personne est victime de traite. Si vous commenciez à remarquer de tels signaux d'alarme, que feriez-vous? *EXPLORER : Si vous soupçonniez qu'un crime de traite de personnes se produisait dans votre entourage, sauriez-vous quoi faire? Comment feriez-vous pour demander de l'aide ou signaler un cas présumé de traite des personnes?*

Q7. Quelque chose vous empêcherait-il de demander de l'aide? Pourquoi?

Q8. À qui dans votre communauté êtes-vous le plus susceptible de confier des informations de nature délicate ou privée? Pourquoi leur faites-vous confiance? *EXPLORER : Famille? Enseignants? Conseiller? Police? Aînés?*

Q9. Selon vous, existe-t-il un réseau de soutien pour ce genre d'enjeux dans votre communauté? De quoi s'agit-il? *EXPLORER : Connaissez-vous des organisations locales ou nationales qui offrent du soutien aux survivants ou aux victimes de la traite des personnes?*

Q10. En dehors de ce qui existe déjà (et de ce dont nous avons discuté jusqu'à présent), de quels types de soutien pensez-vous que les membres de votre communauté pourraient bénéficier pour des sujets délicats comme la traite des personnes? Qu'est-ce qui vous permettrait de vous sentir en sécurité?

5. Confiance dans la police/considérations juridiques (15 minutes)

Q11. Connaissez-vous des lois ou des règlements en vigueur pour aider les victimes de la traite des personnes? *RELANCER : Estimez-vous que ces lois et règlements permettraient de s'occuper d'un membre de votre collectivité victime de la traite de personnes? EXPLORER : Si non, pourquoi?*

Q12. Faites-vous confiance à votre service de police local? Pourquoi?

Q13. Qu'en est-il de votre collectivité? Pensez-vous que la collectivité et le service de police se font mutuellement confiance? Pourquoi?

Q14. Selon vous, qu'est-ce qui pourrait être fait localement pour renforcer la confiance entre la communauté et la police? Comment la police pourrait-elle mieux interagir avec les victimes de la traite des personnes ou avec les personnes qui signalent des cas suspects?

6. Facteurs d'intersection/autres considérations communautaires (10 minutes)

Comme vous le savez, la conversation porte sur la sensibilisation à la traite des personnes. J'aimerais discuter d'autres questions qui touchent les collectivités et savoir si vous y aviez pensé auparavant.

Q15. Lorsqu'on parle de traite des personnes, certaines personnes peuvent évoquer le fait d'être « manipulées » ou de « manipuler » quelqu'un d'autre (en anglais : *grooming*). Quelqu'un pense savoir ce qu'est la « manipulation pour amadouer ou piéger une personne »? En avez-vous déjà entendu parler? Si oui, donnez-moi quelques exemples.

Q16. En pensant à votre communauté et aux victimes potentielles, pensez-vous que [L'ANIMATEUR PASSERA EN REVUE CHACUN INDIVIDUELLEMENT: gangs ; problèmes de santé mentale ; consommation de drogues illégales ; immigration] contribuent à la vulnérabilité face à la traite des êtres humains ? De quelle manière ?
EXPLORER : Selon vous, quels types de problèmes sociaux, économiques ou autres dans votre communauté peuvent contribuer au risque de traite des êtres humains?

7. Rappel des campagnes/communication avec les jeunes (7 minutes)

Q17. Au cours de la dernière année, avez-vous vu, lu ou entendu des publicités ou des annonces d'intérêt public au sujet de la traite des personnes? Si oui, de quoi vous souvenez-vous principalement?

Q18. Si vous deviez donner une recommandation à Sécurité publique Canada sur la façon de parler de la traite des personnes aux jeunes de votre collectivité, que diriez-vous? EXPLORER : Selon vous, quelles informations manque-t-il aux membres de votre communauté pour mieux comprendre la traite des personnes ou pour sensibiliser davantage ces personnes à ce problème?

EXPLORER : GROUPES DE JEUNES : Selon vous, quels sont les meilleurs outils ou moyens pour communiquer avec les jeunes sur des sujets importants?

GROUPES DE PARENTS : Selon vous, quels sont les meilleurs outils ou moyens pour communiquer avec les jeunes sur des sujets importants? Et pour communiquer avec les parents?

Q19. Voulez-vous donner d'autres recommandations à ce sujet à Sécurité publique Canada? Quel message souhaiteriez-vous leur transmettre au sujet de ce problème?